Dans la même collection :

– Commission d'Enquête Civile de Grenoble sur les accidents survenus au 6ème BCA, *Quand les civils dénoncent l'insécurité dans les casernes.*

– Collectif Ecole-Formation de Grenoble, *Les écoles rurales, quel avenir ?*

— Collectif Cinéma de Quat'sous, *Arrêtez votre cinéma.*

A paraître (mars 1978) :

— Aline et Pierre Champollion, *L'écologie dénaturée : les parcs nationaux.*

Collectif d'Enquête

Aujourd'hui Malville, Demain la France.

© la pensée sauvage, 1978.

La pensée sauvage
B.P. 11
38640 - Claix.

ISBN 2-85919-008-2

AVANT PROPOS

Ce livre veut établir la vérité sur les journées des 30 et 31 juillet 1977 à Malville. Il est le véritable procès de Malville, celui qui n'a eu lieu ni à Bourgoin ni à Grenoble. Il est le procès du pouvoir et il réclame justice.

Ce livre ne cherche pas à défendre une analyse, un bilan, encore moins à proposer des perspectives pour arrêter Super-Phénix. Il veut avant tout mettre à la disposition du public les documents qui permettront à chacun de se faire un point de vue et de participer de façon plus responsable et imaginative à la construction du mouvement anti-nucléaire.

Nous avons utilisé pour élaborer ce Livre Noir des dizaines de documents de presse, des témoignages et des photos inédites qui nous ont été envoyées par des dizaines de témoins directs des événements, les pièces essentielles des deux procès de Bourgoin et de Grenoble. Nous avons effectué un gros travail de regroupement, de recoupement et de vérification, y compris sur le terrain. Le résultat est clair. Il est accablant pour le pouvoir. Il démonte une gigantesque provocation, il met en accusation les responsables.

Le livre se termine par un court texte technique et scientifique sur le surrégénérateur. D'autres ouvrages plus complets traitent de cet aspect de la question, cuvrages écrits par des collectifs de chercheurs composés de camarades anti-nucléaires.

Enfin nous remercions tous ceux qui directement ou indirectement, par leurs déclarations, leurs envois de documents, leur soutien financier ont permis que puisse être affirmée la solidarité aux blessés et inculpés, et ont contribué à la réalisation de ce livre-témoignage.

Le Collectif.

INTRODUCTION

31 juillet 1977, à sept heures du matin, 60.000 marcheurs avancent vers Super-Phénix.

La veille a été une journée de forums.

Depuis six mois, débats, initiatives ont préparé cette manifestation. Au moment même où marchent les manifestants anti-nucléaires, le 31 juillet a déjà rempli une bonne partie de ses objectifs. Depuis quinze jours la grande presse a dû faire ses gros titres sur Super-Phénix, les centrales et leur contestation. Le problème du surrégénérateur, du nucléaire est posé à l'ensemble des français.

Les 60.000 marcheurs ont décidé d'être offensifs, d'aller le plus loin possible vers le site. Les militants anti-nucléaires savent qu'il faut faire plus qu'une simple démonstration de force, un simple défilé. Le pouvoir, relayé par la presse n'a pas peu contribué à faire monter la tension les jours précédents. Les marcheurs savent que derrière Malville et l'EDF il y a le gouvernement et sa police, qu'il va falloir s'y confronter pour arrêter Super-Phénix. Ils savent qu'il faut faire plus que l'année précédente, et pas seulement en rassemblant plus de manifestants. Tout cela ils le savent, mais de façon confuse, intuitive. Certains n'ont pas oublié les matraquages de l'année précédente. Ils connaissent l'enjeu que représente le nucléaire pour le pouvoir et savent ce dont il est capable lorsqu'il est réellement mis en cause. La marche se veut offensive, elle se veut aussi pacifique. Une partie des manifestants s'attend à des violences de la police et veut qu'on s'y prépare. D'autres n'y croient pas. Tous veulent un rassemblement de masse, très large. Tous veulent que la marche établisse dès aujourd'hui de nouveaux rapports entre les gens.

Le mouvement est donc très hétérogène. Il regroupe les anti-nucléaires de toutes nuances, pacifistes ou non, habitants de la région, paysans, syndicalistes, écologistes ou gauchistes, la plupart inorganisés. L'organisation des deux journées est très souple. Et puis comment accueillir 60.000 marcheurs ?

La marche se veut donc pacifique. Et pourtant, un Etat dit démocratique va réagir de façon terroriste à une manifestation somme toute traditionnelle.

* *

*

L'Etat E.D.F. et le nucléaire.

L'E.D.F. est un monopole d'Etat de la production et de la distribution de l'électricité. Dans la phase actuelle de développement du capitalisme, la recherche du profit maximum pousse les grandes entreprises à limiter la concurrence au maximum — réalisant en cela des surprofits.

L'Etat peut accélérer, contrôler un tel processus. L'existence d'une grande entreprise nationale comme l'E.D.F., aux ordres du gouvernement, concentrant un pouvoir de décision fantastique quant aux répercussions sur l'industrie en général, est un de ces instruments d'intervention de l'Etat dans l'économie.

En retour, les sociétés multinationales, en ce qu'elles ne sont pas directement dépendantes d'un seul pays, peuvent faire pression sur un gouvernement ou une grande

entreprise nationale telle EDF. Par son acceptation ou son refus d'investir les capitaux énormes que seule une multinationale peut débloquer, les grandes firmes internationales telles les sociétés pétrolières, PUK, le groupe Empain-Schneider, etc., peuvent peser d'un poids énorme sur les choix industriels d'un gouvernement.

Le nucléaire en est un exemple éclatant. Après avoir imposé le tout pétrole, les grandes sociétés multinationales imposent le « tout nucléaire », et y compris le choix de la filière.

En guise de « service public », nous avons en face de nous un « État-EDF », vache à lait pour les profits des multinationales, d'autant plus que les énormes crédits de recherche auront déjà été pris en charge par les fonds publics au travers de la recherche militaire.

Et puis l'instrument État-EDF permettra de tourner les lois, puisque l'État c'est la loi, et de trouver un rempart policier et militaire contre toute contestation au nom du bien public!

Le gouvernement justifie son programme électro-nucléaire par un type de société fondé sur une croissance maximale déterminée en fonction des gros intérêts privés et non des intérêts d'ensemble de la population. Cela passe entre autre par le conditionnement à la cause de la consommation, la publicité, le gaspillage.

Le nucléaire est aussi une excellente manifestation de la centralisation à la fois économique et politique. Il s'agit d'une technique où la connaissance et le pouvoir de décision sont concentrés dans un minimum de mains alors que le grand nombre connait la parcellisation des taches, la spécialisation. Il s'agit aussi d'un produit extrêmement dangereux, mettant en danger l'avenir de tous, justifiant l'élargissement de l'arsenal répressif dirigé contre la population, arsenal pourtant déjà très impressionnant.

Qu'il soit civil ou militaire, le nucléaire est l'invention la plus élaborée où convergent toutes les tendances autoritaires dans les domaines du militaire, du politique, du social, de l'idéologie. Le nucléaire est fait pour se passer du peuple.

C'est ce monstre que nous avions en face de nous à Faverges. Comme au temps des seigneurs, nos impôts obligatoires servent à la fois à financer une politique dont nous ne voulons pas, une armée de flics chargée de protéger cette politique, une justice qui légalise tout cela.

***

Et pourtant le 31 juillet 1977, 60.000 manifestants entament une marche offensive vers Malville, en espérant que cette marche serait absente de violences.

31 juillet 1977, neuf heures du matin. Les manifestants entrent dans le secteur interdit par le préfet. Puis quelques kilomètres plus loin, c'est Faverges, petit village très proche du site où la police attend.

Quelques milliers de marcheurs seulement prennent place dans les champs face à la police, dans une sorte d'amphithéâtre naturel. Derrière eux, plusieurs milliers de personnes s'agglutinent sur la route.

Quelques manifestants sont armés de bâtons, de barres de fer, de cocktails. Certains jettent des pierres. Tous les témoignages, dont ceux des habitants du coin, diront que jamais les forces de l'ordre n'ont été débordées.

Et pourtant la police ouvre le feu. Des milliers de grenades offensives, lacrymogènes et au chlore sont lancées. Puis c'est la charge.

Du côté des manifestants, le trop léger service de protection est dépassé. L'autodéfense s'organise. Toutes les nationalités y participent.

La police va tirer pendant trois heures. Le bilan est lourd : un mort, trois mutilés, plusieurs centaines de blessés.

Dans la soirée la chasse à l'homme est organisée par le préfet de l'Isère, elle se termine par l'arrestation de trente quatre personnes dont douze passeront en procès. Presque toutes ces arrestations ont eu lieu à plusieurs kilomètres du lieu de l'affrontement, aucune n'a lieu pendant celui-ci.

La « justice », à Bourgoin d'abord, Grenoble ensuite, légalise cette prise d'otage en condamnant lourdement les inculpés. De l'avis de tous les observateurs présents, on a assisté dans les deux cas à de véritables parodies de justice.

Tout cela, la répression, les grenades offensives, les dénis de justice, tout cela était prévisible, et pourtant la majorité des militants anti-nucléaires ne s'y attendait pas. Le pouvoir voulait faire un exemple. Notre victoire est à la fois incomplète et amère avec Vital, les blessés, les emprisonnés.

Dans toute cette affaire la vieille gauche a été simplement conséquente avec elle-même. Sa décision de nous laisser sans appui face à la formidable machine qu'est l'État tient à la fois de son refus d'affronter réellement le pouvoir et à son acceptation de la logique du profit et donc du nucléaire. L'intérêt qu'elle nous porte est purement électoraliste. Si elle est partie prenante localement de la lutte anti-nucléaire, et cela rarement, elle refuse de prendre en compte au niveau national l'ensemble de la bataille que nous menons et des problèmes que nous posons.

Hernu que nous avons interrogé sur la violence de l'État nous a répondu : « Vous comprendrez très bien qu'un État doit se donner les moyens d'appliquer sa politique, il doit se doter d'une police forte pour défendre la société ».

CREYS-MALVILLE : UNE CENTRALE PLACÉE SOUS LE SIGNE DU MENSONGE ET DE LA VIOLENCE.

MALVILLE AVANT MALVILLE.

« Énergie nucléaire, Rhône-Alpes en bonne position » titraient « Les Échos » le 23 octobre 1974.

On ne saurait mieux dire : Bugey, à Saint-Vulbas dans l'Ain, complexe électro-nucléaire de 5.200 mégawatts; Creys-Malville, surrégénérateur de 1200 mégawatts avec refroidissement par sodium liquide. Et puis Cruas, Saint-Maurice-l'Exil, Soyons, Saint-Paul trois châteaux, Pierrelatte, Marcoule, une usine de fabrication de combustible à Romans, les missiles atomiques du plateau d'Albion...

Que Rhône-Alpes soit en bonne position du point de vue de l'EDF, personne ne peut en douter. Pour les populations locales, la position risque d'être pour le moins incorfortable. Mais cela ne semble pas émouvoir l'Électricité de France. « C'est un fait acquis, les dirigeants d'EDF se refusent actuellement à toute discussion et à toute concertation véritable sur le programme électro-nucléaire » écrivait le 1er février 1975 l'« Express Rhône-Alpes », le journal de Françoise Giroud et de J.J.S.S., peu susceptible de sympathies gauchistes.

A Malville du 16 août au 16 septembre 1974, une première enquête d'utilité publique, procédure obligatoire préalable à la réalisation de tout équipement d'envergure, avait dû être annulée parce que non conforme aux prescriptions légales. Une nouvelle enquête devait avoir lieu du 9 octobre au 8 novembre 1974. Sans attendre même la date de clôture de l'enquête, repoussée au 17 décembre en raison de la grève des PTT, l'EDF fit entreprendre les travaux de terrassement sur le site de Creys-Malville. Saisi d'un recours en référé contre l'EDF par l'Association de sauvegarde du site de Bugey-Malville et le Mouvement Écologique Rhône-Alpes à propos de l'ouverture illégale du chantier de Creys-Malville, le Tribunal de Bourgoin-Jallieu (le même qui un peu plus de deux ans plus tard embastillera les militants anti-nucléaires), présidé par Léon Mannent (le même qui un peu plus de deux ans plus tard...), ce Tribunal devait se déclarer incompétent le 30 mai 1975 condamnant les deux associations écologistes aux dépens. A l'audience du 2 mai on avait pu entendre cette perle dans la bouche de l'un des avocats de l'EDF : « La qualité de la vie n'est pas encore prévue par le registre du droit en matière de libertés publiques fondamentales »!...

Il existait, pourtant, semble-t-il, un ministère de la qualité de la vie; supprimé depuis il est vrai, le président de la république s'étant sans doute rendu aux conclusions du Tribunal des référés de Bourgoin-Jallieu.

Un ministère de la qualité de la vie mais un tribunal qui ne reconnait pas la dite qualité de la vie comme une liberté fondamentale; un président de la république qui collectionne les discours sur l'écologie mais des forces de l'ordre qui font un mort, plusieurs mutilés et cent blessés, décidément la publicité frauduleuse est un procédé en vogue chez nos gouvernants.

Limité auparavant aux cercles écologistes et à quelques spécialistes, le mouvement d'opposition à Super-Phénix entre dans une phase nouvelle en 1976.

Réunis à Lyon le 10 juin 1976, les fédérations de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère et du Rhône du Parti Socialiste se prononcent contre le programme nucléaire tel qu'il est défini par le gouvernement, et s'inquiètent « des conditions dans lesquelles à été décidée l'implantation du surrégénérateur ».

Les anti-nucléaires préparent l'occupation du site pour l'été. A partir du 24 juin « Radio-Active », une radio « pour ceux qui préfèrent les activités de la radio plutôt

que la radio-activité »fait (trop) brièvement son apparition sur les ondes lyonnaises, visiblement elle dérange puisque la police mobilise ses troupes pour découvrir les «criminels » et puisque le 20 août Chaîm Nissim, ingénieur de nationalité suisse, et René Dagan, tous deux membres de la coordination Rhône Alpes des Comités anti-nucléaires sont inculpés « d'établissement et d'utilisation de station radio » (selon un communiqué de la coordination ils auraient été inculpés en fait pour avoir utilisé des talkies-walkies).

Lorsque l'on compare la récente mansuétude dont ont fait preuve les autorités a l'égard de « Radio Fil Bleu » (radio pirate giscardienne de Montpellier) avec le zèle apporté à pourchasser les radios vertes, on mesure l'ampleur du libéralisme du pouvoir.

Le 2 juillet 1976 paraît dans le quotidien « Libération » une « Déclaration d'inquiétude sur Super-Phénix et la société du plutonium » signée par 18 universitaires de renom. Le lendemain 3 juillet, « Le Monde » publie un encart publicitaire percutant, « Non à Super-Phénix » au bas duquel on trouve la signature de plusieurs syndicats et sections C.F.D.T., du syndicat de la médecine générale, du journal « Témoignage Chrétien », de « Vie Nouvelle », de plusieurs fédérations du P.S.U., de sections du Parti Socialiste et de Comités écologistes.

1976, l'été se prépare. On attend 20 à 30.000 personnes sur le site de Malville en juillet. « Les organisateurs mettent tout en œuvre pour réaliser une sorte de kermesse héroïque moderne écrit « Le Progrès » du 28 juin. Il s'agit d'une véritable occupation du site, d'une durée illimitée jusqu'à ce que l'EDF interrompe les travaux. C'est du moins le mot d'ordre lancé à la veille de ce gigantesque rassemblement ».

Mais déjà, l'épreuve de force est engagée. Prenant prétexte de la sécheresse, sur les fermes instances du sous-préfet de l'Isère, lui-même conseillé par le ministère de l'Intérieur, certains maires, comme celui de Saint-Sorlin sur Morestel interdisent le camping sur le territoire de leur commune.

Malgré les embûches, le rassemblement de Malville 1976 se tient. « Hier à Creys-Malville, 5.000 manifestants que l'orage contraignit à la retraite » titre « Le Progrès » du 4 juillet, tandis que « Libération » annonce « 15.000 personnes à Malville contre la société du Plutonium ». Les organisateurs annoncent le chiffre de 20.000 anti-nucléaires. En sous titre « Le Progrès » explique que « Le dialogue avec les policiers fut bon enfant. »

Dès le lendemain pourtant le ton change. Vers 15 heures le dimanche 4 juillet, des manifestants cisaillent la clôture et pénètrent de quelques mètres à l'intérieur du site. Première charge de C.R.S. Quelques jours plus tard, 5 compagnies de C.R.S. interviennent brutalement contre les occupants de Malville. « Dans la nuit des mercredi à jeudi, rapporte « Le Progrès » du 9 juillet 1976, 5 compagnies de C.R.S. prirent position autour des camps. Jeudi, à 6 heures, exécutant l'ordre donné à Monsieur Sarazin, sous-préfet de la Tour du Pin, par le ministère de l'Intérieur, après appel et rappel réglementaire, les C.R.S. pénétrèrent dans les camps et obligèrent les campeurs à évacuer rapidement les lieux. Les manifestants sont photographiés, les numéros de voitures relevés. « Libération » du 9 juillet publie un dessin de Soulas avec la légende suivante : « Les C.R.S. français aussi forts que les militaires israéliens : "Nous avons libéré Malville" ».

Le jour même où les forces de l'ordre « vident » le camping, le jeudi 8, Chaïm Nissim est interpellé.

Les conseils municipaux de Bouvesse, Vézeronce, Mépieu-Faverges, s'élèvent avec vigueur contre la répression policière et condamnent Super-Phénix.

Le samedi 10, le comité de liaison des organisateurs convoque un rassemblement de protestation à Bouvesse dans lequel on remarque une forte participation de la population locale : les arguments massue du ministère de l'Intérieur achèvent de

convaincre les « locaux » du bien fondé... de la lutte antinucléaire !

Le soir, à 22 heures, les C.R.S. rééditent leur exploit du jeudi et évacuent le camp dit « du Bayard », à trois kilomètres du site, avec un rare vandalisme : pneus lacérés, matériel de camping détruit. On compte 4 blessés hospitalisés parmi les manifestants. « Le Monde » du 13 juillet 1976 rapporte les événements dans un article au titre évocateur : « La police au secours du nucléaire ». « Ainsi, à la tombée de la nuit, plusieurs centaines de C.R.S. et gardes mobiles, usant des moyens habituellement employés dans les opérations importantes du maintien de l'ordre ont "nettoyé" le terrain. Des hommes, des femmes, des enfants étaient occupés à monter leur campement pour la nuit affichant une attitude résolument non-violente comme ils l'étaient depuis le début de la "fête" anti-nucléaire de Creys-Malville, il y a 8 jours. Pourchassés, les campeurs se sont dispersés dans la campagne. Ils ont été hébergés par les agriculteurs qui n'ont pas caché leur stupéfaction et leur indignation. » Et le journaliste du « Monde » ajoute : « aux légitimes inquiétudes de milliers de citoyens qui demandent simplement que la démocratie fonctionne, on répond par la force la plus sommaire et la moins légitime. »

« On prévient, puis on nettoie », avait dit le préfet Jannin . (Le Monde, 18/19 juillet 1976).

Sous la plume de Gérard Bonnot, l'« Express » (19/25 juillet 1976) constate « Ils professaient la non-violence, ils demandaient un libre débat sur les dangers de l'entreprise, un référendum auprès des populations intéressées. On leur a répondu par une déclaration de guerre. »

La violence de l'intervention policière contre les manifestants de Creys-Malville en juillet 1976 introduit dans le mouvement les éléments essentiels du débat qui présidera à la préparation du rassemblement de 1977 : allait-on encore se laisser matraquer sans réagir ? Comment empêcher la construction du surgénérateur ? Quels sont les moyens de lutte les plus efficaces ? Comment construire un rapport

de force suffisant pour faire reculer le gouvernement ?

Sans prétendre répondre à toutes ces questions, sans prétendre refléter l'ensemble des positions en présence dans le mouvement, sans prétendre rendre compte de toutes les nuances, deux tribunes publiées par le quotidien « Libération » fixent à peu près les termes du débat tel qu'il apparaît au lendemain de Malville 1976 :

Voici la déclaration faite par Yves Lenoir, au nom des « Amis de la terre » et du GSIEN (Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire) au cours de leur dernière conférence de presse, déclaration qui raconte l'occupation et les manifestations qui se sont déroulées à Creys-Malville.

NON VIOLENCE CONTRE SUPER PHENIX

« Je suis allé à Creys-Malville les 10 et 11 juillet. J'ai participé à toutes les actions du 10 et à l'une de celles du 11 (la manifestation devant la sous-préfecture de la Tour du Pin). J'étais au premier rang lors de la charge des gendarmes de la Brigade territoriale puis lors de celle des gardes mobiles le samedi soir vers 21 heures. J'ai été blessé (bras cassé par coup de crosse) puis emmené par les gendarmes... Et je pense que tout ce que j'ai vu et entendu est important et mérite d'être porté à la connaissance du plus grand nombre.

Je ne rappellerai pas les raisons techniques, économiques et surtout politiques (au sens global du terme) qui motivent les opposants au projet Super-Phénix. Que la quasi-unanimité se soit faite contre lui parmi tous ceux qui ont cherché à se documenter à son sujet, leur donne une force et une vérité indéniable.

Mais venons-en aux faits. Les deux manifestations non-violentes des samedi et dimanche 3 et 4 juillet ont abouti à l'ouverture d'une brêche dans la clôture du site de la future centrale et à l'établissement de terrains de camping aux abords immédiats. Les quelques centaines d'opposants qui y étaient restés à partir du 5 commençaient à avoir un tel impact sur les populations locales qu'il devenait urgent de les chasser de la région...

C'est pourquoi le ministère de l'Intérieur envoya plusieurs centaines de gardes mobiles et CRS pour déloger les campeurs et boucler la région... Mais si Monsieur Poniatowski a cru un instant régler le problème de Super Phénix de cette façon, il lui faut quitter son poste et laisser à Monsieur Giscard le soin de le remplacer par quelqu'un de plus avisé. En effet, les manifestants s'éparpillèrent dans la nature et « contaminèrent » en l'espace de deux jours toutes les communes dans un rayon de 10 km. autour du site. Au rassemblement qui eut lieu (samedi 10) sur le stade de Bouvesse, 5000 personnes participèrent, dont plus d'un millier étaient des habitants de la région. Les agriculteurs y étaient particulièrement visibles puisque, malgré la moisson commencée, ils avaient déplacé 37 tracteurs pour l'occasion... Arrivée massive des gendarmes, brigades territoriales et gardes mobiles... Je vais maintenant relater ce que j'ai vu et ressenti... Le responsable de la brigade territoriale bégaya, bouleversé, l'ordre de charger. Cette brigade, composée de gendarmes locaux, peu disposés à cogner et peu entraînés à le faire, servait de tampon entre nous et les gardes mobiles ». (...) « Certes, ils ont frappé mais je crois pouvoir dire qu'ils n'avaient pas le cœur à l'ouvrage » (...) « Je n'ai vu aucun tabassage pendant la demi-heure qui suivit. Il n'y eut aucune insulte grave proférée de part et d'autre ». (...).

Lorsque « l'action » se termina, l'un des gardes mobiles regagnant le camion, me dit au passage " Ce qui a été fait ce soir est une honte". Et je crois que beaucoup d'autres le pensaient... Et il faut enfin que le mépris que leur vouent les hommes au pouvoir qui s'en remettent à eux pour les sales besognes, soit perçu et le fait que nous les considérons comme des hommes, que nous cherchions le dialogue avec eux, qu'ils

n'aient plus en face d'eux des gens haineux ou affolés, mais bien désolés et déterminés, est capital.

Je ne vois pas d'autres méthodes ni d'autres armes pour qu'à terme Poniatowski ait tort et que la psychose qu'il tente de susciter soit guérie. A Creys-Malville et dans la région, de ce point de vue là, il a perdu. Les paysans qui avaient parlé d'aller chercher leurs fusils ont reconnu que c'était insensé et que Poniatowski, d'une certaine façon, n'attendait plus que cela... Pour terminer cette relation, je signale qu'un gendarme ayant participé à la charge, avec qui l'un d'entre nous a longuement discuté le lendemain matin, est reparti complètement retourné, les yeux en larmes...

Il faut comprendre que Malville, Super-Phénix, est un élément indispensable d'une politique que nous condamnons et seule la volonté d'un groupe de dominants qui cherche à perpétuer sa domination peut, en dernière analyse, l'expliquer. Et vue sous cette angle, la politique énergétique de Giscard est cohérente. Pour que lui et les siens gardent le pouvoir, il faut qu'il n'y ait pas de changement qualitatif majeur. Il faut en particulier maintenir un certain niveau de croissance apparente, il faut de l'énergie ».

« Voilà pourquoi et c'est mon opinion, Poniatowski dirige en personne les opérations. Voilà l'enjeu véritable de la bataille de Super-Phénix... ».

Libération, 16/07/76.

Les forces de l'ordre à Malville : LARME A L'OEIL ET MATRAQUE A LA MAIN.

Non violence contre Super-Phénix. Tribune libre signée par Yves Lenoir, depuis le début du rassemblement anti-nucléaire le débat sur la non-violence de Creys-Malville est posé. Un débat qui a porté sur la non-violence vis-à-vis des forces de l'ordre. Or, la non-violence ne signifie pas la non-action. Ce point a constamment été écarté du débat. Pourtant l'objectif du rassemblement anti-nucléaire de Creys-Malville est : il n'y aura pas de surgénérateur à Creys-Malville. On a tendance à oublier ce point essentiel et ce qu'il suppose. Les rapports prétendus amicaux entre manifestants et forces de l'ordre restaient ambigüs.

Le week-end du 3 juillet, le pouvoir par le truchement du sous-préfet acceptait de discuter « sur la brèche ». Des conversations s'établissaient entre manifestants et CRS. Les premiers prenaient leur pied rien qu'à renifler de près ces hommes en uniforme, parce qu'ils les écoutaient. Diversion, c'est vrai que le premier dimanche, des CRS sont allé remplir des gourdes d'eau pour les manifestants, c'est vrai aussi que les CRS ont tiré des grenades lacrymogènes et ont mis le feu au champ, bravo les CRS, vous avez bien tiré ce jour-là et vous n'avez blessé personne. Le pouvoir maîtrise assez bien ses troupes logées dans le globe occulaire d'un manifestant... qui passait par là, par hasard. Certaines personnes, diront, parlant des forces de police que « derrière un robot, il y a toujours quelque chose d'humain ». Moi je veux bien croire cela, mais les faits sont plus importants que ce que je peux ressentir. L'évacuation du camp du site jeudi 8 juillet est la preuve que le maintien de l'ordre peut être assuré par les forces de l'ordre elles-mêmes « dans la non-violence ». Mais les forces de l'ordre, gendarmerie mobile ou CRS possèderaient-elles aussi des éléments incontrôlables ? Sinon, comment expliquer que la citerne abandonnée sur le champ ce jour-là ait été crevée et remplie d'acide, pourquoi des pneus de voitures ont-ils été tailladés ? Mieux encore, l'interprétation des événements de samedi 10 juillet : ce soir-là, entre ce qu'on a vu, ce que l'on a pu ressentir comme une profonde atteinte au simple droit de se rassembler et de s'exprimer, permet non seulement d'interpréter mais aussi de divaguer et de s'éloigner du sujet et de poser la vraie question... Quels moyens se donne-t-on pour empêcher la construction d'un surgénérateur nucléaire ? La gendarmerie locale n'était pas bien sûr à son aise, on s'en doute. Elle a joué ce soir-là le rôle qui est le sien, donner l'ordre aux manifestants d'évacuer les lieux frappés d'un arrêt préfectoral : interdiction de camper. Derrière elle, le corps de CRS et de gendarmerie en tenue de travail ou de combat. Tout le pouvoir répressif était présent à Malville : l'armée avec la gendarmerie nationale et mobile, le ministère de l'intérieur avec les CRS. Mais si Yves Lenoir croit pouvoir dire que certains n'avaient pas le cœur à l'ouvrage, qu'est-ce que

cela aurait donné s'il l'avaient vraiment eu ? Nous aussi, nous ne sommes pas obligés d'être contre le nucléaire après tout! Pourquoi en sommes-nous là ? Si la violence est venue d'en haut samedi dernier, une chose est sûre, elle a été bien exécutée par la base. Et si certains membres des forces de l'ordre ont pu avoir une larme à l'œil, la cause est à chercher du côté des grenades lacrymogènes, ou peut-être de la simple trouille, les remords. Mais quand on est en uniforme, un fusil sur l'épaule, et une grenade à la main face à des gens qui n'ont que leurs deux mains (et si certains s'étaient munis de caillous, quelqu'un était là pour leur dire de les poser, parce qu'à Malville on est non-violent). Où peut-on caser le mot « sentiment » quand on est garde mobile ou CRS ? Pour la patrie, l'ordre public et le maintien de l'ordre. Les anti-nucléaires, sont alors transformés, en terroristes dangereux, et s'ils se protègent la tête avec leurs bras, on leur en casse un. N'est-ce pas Yves Lenoir ? Avant d'être jeté au milieu d'un stade on nous « mate » sur un champ de blé. Démocratie exige. C'est ce qui s'est produit à Malville, des gens tapés, des enfants qui auraient pu être aveuglés par des bris de glace (merci M. l'agent de ne pas l'avoir fait) des voitures mutilées, des blessés traînés sur le goudron. La coordination croyait avoir gagné ce jour-là, grâce à la non-violence. Le grand mythe aujourd'hui, ce n'est plus de prendre les fusils, dans le cas de Malville quoi qu'il en soit c'est perdu d'avance, mais c'est de se persuader que ceux qui nous tapent dessus à coup de matraques ne le font pas exprès. Il faut en plus trouver des excuses à ceux qui se sont conduits « comme des bêtes » moi je n'ai pas vu des individus affublés pour une représentation du grand Guignol. J'ai vu avant tout ce que le pouvoir était capable de faire pour défendre sa politique nucléaire. J'ai vu l'armée et la police, et si certaines de ces ouailles ont le cœur sensible, je n'en ai rien à foutre.

Chantal Desprez
Libération du 20/7/1976

***

Le combat contre la construction de la centrale ne s'éteint pas avec les charges policières de l'été.

Le vendredi 17 septembre 1976, à 10 heures, une dizaine de militants antinucléaires occupent les bureaux de la NERSA, 177 rue Garibaldi, dans le quartier de la Part-Dieu à Lyon.

Avant leur journée nationale d'aujourd'hui

Les comités Malville Rhône-Alpes ont occupé, hier à Lyon, le bureau du directeur général de la N.E.R.S.A.

Lyon. — Un groupe d'une dizaine de personnes appartenant à la coordination des comités Malville Rhône-Alpes ont occupé hier à Lyon, le bureau du directeur général de la N.E.R.S.A. l'organisation européenne (France, Italie, Allemagne), promoteur de la future centrale nucléaire de Creys-Malville.

Surgissant à 10 heures au 6e étage de la tour « M M » de la Part-Dieu, le groupe militant est entré dans le bureau de M. Banal, et lui a demandé de répondre avec précision à une dizaine de questions en l'avertissant qu'il ne repartirait pas avant d'avoir obtenu des réponses précises.

Le directeur général refusa et laissa son adjoint, M. Lejeune, en présence du comité qui occupait aussitôt le bureau.

A 16 heures, M. Banal accepta enfin d'engager le dialogue et les questions suivantes lui furent posées :

— **Pourquoi refusez-vous** une information objective et contradictoire sur les dangers des surgénérateurs ?

— **Il y a eu 2 000 oppositions** exprimées lors de l'enquête d'utilité publique. Il y a eu 20 000 opposants à Malville le 3 juillet et une prise de position de la majorité des élus de la région.

En quoi ces protestations ont-elles modifié votre projet ?

— **Pourquoi les compagnies d'assurances** refusent-elles, comme pour Seveso, d'assurer les risques de contamination radioactive ?

— **Dans l'hypothèse d'un conflit** Super-Phénix pourrait être une cible privilégiée pour l'adversaire. Quelles conséquences cela entraînerait-il pour la population ?

— **Haroun Tazieff** parle de l'éventualité de tremblement de terre dans la région des Alpes. Qu'adviendrait-il de Super-Phénix dans ce cas ?

— **Qu'adviendrait-il** également, en cas d'une erreur d'appréciation ou de contrainte de rendement qui provoquerait des accidents comme l'an dernier en Allemagne ?

— **Existe-t-il un plan ORSEC** radiation et pourquoi n'est-il pas rendu public ?

— **Si vous n'envisagez pas un traitement** des déchets sur place, comment pouvez-vous vous assurez une totale sécurité pour le transport et le stockage de ces déchets ?

— **M. Boris Saitcevsky, directeur technique** à votre organisme, a dit : « Dans le domaine des centrales nucléaires, il faut faire confiance aux spécialistes. Sans ce principe, toute forme de vie moderne est impossible ». Peut-on admettre ce principe même si les décisions d'un technocrate engagent la vie et la santé de la population civile et comment concilier cette affirmation avec les principes démocratiques de notre société.

Pendant une heure trente le directeur général de la N.E.R.S.A. apporta des précisions techniques mais selon les manifestants, refusa d'aborder les problèmes de la sécurité. Bien qu'ils n'aient pas été satisfaits de ces réponses qui, selon eux, n'abordaient pas le fond de la question, les militants des comités Malville acceptèrent de se retirer vers 17 h 30 :

« Nous avons le sentiment, nous ont-ils précisé, qu'on ne tient pas à informer la population des plans Orsec radiation de peur sans doute, de provoquer une certaine panique. Nous estimons qu'il s'agit d'un comportement tout à fait anti-démocratique ».

La N.E.R.S.A. leur a cependant affirmé qu'elle veillerait à informer le public par un journal (Presse Malville Information) qui doit sortir prochainement. Précisons que les comités ont aussi le leur et qu'ils organisent, ce samedi dans toute la région, une vaste campagne de sensibilisation dont nous rappelons les grandes lignes :

Ce samedi sur F.R.3. modulation de fréquence, une émission radio de Bruno Allix permettra de 9 à 12 h 30, d'entendre une discussion entre Haroun Tazieff, le professeur Lebreton et un certain nombre de techniciens.

Toute la journée il y aura des manifestations ou des rassemblements dans les villes suivantes : Valence à 15 heures, Annecy, Chambéry, Aix, Genève, Bellegarde, Annemasse, La Roche-sur-Foron, Bourgoin... Des manifestants bloqueront les routes dans le pays de Gex par une manifestation à bicyclette. A Malville, à partir de 9 heures, ce sont les populations elles-mêmes qui manifesteront. Dans l'Isère, des groupes de manifestants partiront à 9 heures de Bouvesse et se rendront à Morestel où aura lieu, à 13 heures, une information auprès des automobilistes. Dans l'Ain, il y aura également des rassemblements dans les villages entre 14 heures et 17 h 30 et à Ambérieu à 18 heures suivi à 21 heures d'un gala à la salle des fêtes d'Optevoz. **P.G.**

2500 MANIFESTANTS HIER A GRENOBLE

Vendredi après midi, 2500 personnes ont manifesté dans le centre de Grenoble, contre le projet de surrégénérateur nucléaire de Creys-Malville, à l'appel de dix-neuf organisations dont le « Comité anti-Malville » et les sections départementales de la C.F.D.T. de la F.E.N. et du P.S.U.

Trois délégations ont été reçues par le maire de Grenoble, M. Hubert Dubedout ; par le président du Conseil régional de l'Isère, M. Louis Mermaz, et par un représentant du préfet de l'Isère. La manifestation s'est dispersée dans le calme vers 19 h 30.

« Le Progrès », 18/09/76.

Le lendemain 18, à Grenoble, des documents relatifs à la centrale sont dérobés à la préfecture dans les locaux de la protection civile. Il s'agit en particulier du plan ORSEC-RADIATION :

La journée anti-nucléaire :

Des dossiers dérobés à la préfecture de Grenoble

Les comités Malville soutenus par le Mouvement écologiste Rhône-Alpes, et les Amis de la terre, organisaient hier, une journée d'action anti-nucléaire dans tous les départements de la région ainsi que le canton de Genève, rassemblements, défilés, distribution de tracts, se sont déroulés sans un incident.

Pourtant, à Grenoble, une trentaine de manifestants qui samedi, en fin de matinée, avaient réussi à s'introduire dans les locaux de la Protection civile se seraient retirés en emportant des dossiers concernant notamment le plan ORSEC-radiation.

Les militants anti-nucléaires, croit-on savoir, recherchaient plus particulièrement trois dossiers : celui de l'usine de traitement des combustibles nucléaires de Veurey, celui de Creys-Malville et celui du Centre d'étude nucléaires de Grenoble.

Après avoir été analysés par des scientifiques, ces documents, s'ils sont intéressants, seront publiés, a déclaré à l'issue de cette opération « commando », un responsable du comité Malville de Grenoble.

Nous ne reculerons pas devant des actions illégales, a-t-il ajouté, **comme l'occupation de locaux, l'arrêt des transports nucléaires ou la divulgation de documents officiels et secrets.**

Les membres du « commando » auraient dérobé également des dossiers concernant la C.E.N.G., la pollution de Péchiney-Ugine-Kuhlmann dans le Rhône et sur les risques industriels en général.

Cette opération n'a pu réussir que parce qu'elle était conçue comme celle d'un commando.

En effet, en prévision des manifestation organisées dans le cadre de la journée anti-nucléaire, un important service d'ordre avait pris position devant la préfecture, place de Verdun.

Il semblerait que les membres du commando aient pu pénétrer à l'intérieur des bâtiments en empruntant une petite porte donnant accès aux appartements privés et aux bureaux de la Protection civile.

Cette opération s'est déroulée sans que l'alerte soit donnée. Ce qui expliquerait le démenti émanant de la préfecture aussitôt après la diffusion de cette infrmation par l'A.F.P.

Au cours de l'après-midi, les autorités préfectorales précisaient néanmoins qu'il était possible que des éléments étrangers se soient introduits dans les locaux de la préfecture mais qu'il n'était pas encore établi que des dossiers aient été dérobés.

Pour cela, il fallait attendre que **soient achevées les vérifications en cours.**

DES MANIFESTATIONS

Plusieurs manifestations ont par ailleurs marqué la journée anti-nucléaire qui avait pour objectif de rassembler toutes les oppositions au projet de création d'un surgénérateur à Creys-Malville.

C'est ainsi qu'à Valence, deux cents manifestants ont parcouru les rues de la ville derrière une banderolle portant « Hiroshima-sur-Rhône ». Comme à Romans, ils ont fait une démonstration « explosive », à l'aide de récipients contenant du sodium.

La caravane anti-nucléaire qui reliait Bouvesse près de Creys-Malville à Morestel, réunissait vingt-cinq voitures et soixante-dix personnes qui ralentirent quelque peu la circulation sur les routes du bas Dauphiné.

Après un pique-nique à Morestel, les manifestants ont distribué des tracts aux automobilistes à qui ils ont remis gracieusement des crèpes et des brioches.

A Tournus, une vingtaine de jeuns gens ont distribué des tracts et organisé des réunions d'information sur le projet d'implantation de la centrale nucléaire de Boyer, dans la vallée de la Saône et sur les luttes en cours à Creys-Malville.

A Lyon, comme à Bourg-en-Bresse, les membres des « Comités Malville » ont distribué des tracts et expliqué leur hostilité à la construction du surgénérateur de Creys-Malville.

A Lyon, c'est paradoxalement la veille de cette journée d'action, que s'est déroulé le fait le plus marquant : l'occupation du bureau du directeur général de la N.E.R.S.A., organisation européenne (France, Italie, Allemagne), promoteur de la future centrale nucléaire de Creys-Malville.

Hier les membres du comité, répartis en quatre points de l'agglomération, place de la Libération à Villeurbanne, la Part-Dieu, quai Saint-Antoine et rue de la République, ont distribué des tracts expliquant leur hostilité à la construction du surgénérateur de Creys-Malville considéré comme le plus grand du monde. Quelques exemplaires du journal « Super-Pholix » ont également été vendus. Rédigé avec l'aide de la population locale, il retrace le déroulement de la résistance à « superphénix », depuis le 3 juillet, jour où des milliers d'opposants ont envahi la zone où doit être construit le surgénérateur.

Dans les tracts distribués, on pouvait notamment lire : **Il s'agit d'une centrale nucléaire d'un type spécial, encore plus redoutable que les autres... La réaction nucléaire peut s'emballer et transformer le surgénérateur en une bombe atomique moins à craindre pour son explosion que pour le plutonium qu'elle disperserait dans l'environnement... Avons-nous besoin de toujours plus d'électricité... ou bien les sociétés multinationales qui construisent les centrales nucléaires ont-elles besoin de toujours plus de profits ?**

Des débats improvisés sur la voie publique ont accompagné ces distributions de tracts.

Dans un communiqué, M. René Janin, préfet de l'Isère, a confirmé hier soir, qu'une dizaine d'individus s'étaient introduits en fin de matinée dans les locaux de la protection civile du département, mais qu'il n'était pas possible en l'état des investigations en cours, de dire si des documents avaient ou non disparu.

« *Depuis le moment où nous avons connu l'incident, a précisé M. Janin, nous procédons à des investigations qui ne sont pas commodes (...). Je ne suis pas en état de dire si des documents ont été dérobés ou non. Par contre, le coffre qui contient les documents les plus importants, n'a pas été touché. Pour le reste, il nous faut contacter chaque fonctionnaire de chaque bureau, afin de pouvoir dresser un inventaire complet, ce qui se poursuivra demain dimanche* ».

Dans le communiqué suivant, les Comités Malville tirent eux-mêmes le bilan des deux journées :

Les 17 et 18 septembre, les opposants au surgénérateur de Malville se sont manifestés de diverses manières dans la région Rhône Alpes.

Vendredi 17, 3000 manifestants circulent dans Grenoble de 17 h 30 à 20 h 30 pendant que trois délégations se présentent à la préfecture, à la mairie et au Conseil Général. De même à Genève, où 2000 manifestants se sont rassemblés pour réclamer une information objective, l'arrêt des travaux et une consultation populaire.

Samedi 18, de nombreuses manifestations ont lieu, à Valence, Annecy, Bourg, Aix les Bains, Bellegarde, Bourgoin, Chambéry, La Roche, Gex, ainsi que sur place à Malville. Une émission de radio sur FR3 Lyon a permis de 9 h à 12 h d'amorcer un dialogue entre les deux parties. L'après-midi, les rues de la ville étaient sillonnées par des équipes d'information, à partir de quatre points principaux : Villeurbanne, la Part Dieu, le quai St Antoine et rue de la République.

Ce même jour à Grenoble, une vingtaine de personnes pénètrent dans les bureaux de la Préfecture de l'Isère et emportent des dossiers importants concernant la protection des populations en cas d'accident nucléaire.

Il faut noter, dans toutes ces manifestations, l'effort de courtoisie dont il a été fait preuve de part et d'autre, malgré les oppositions évidentes.

Cependant, une décision importante doit intervenir le 15 octobre : la NERSA

envisage de passer commande des travaux de génie civil. Or donner le feu vert en vue du démarrage officiel des travaux de gros œuvre, est-ce compatible avec la poursuite d'un dialogue? Nous ne le pensons pas. Celui-ci n'aurait été qu'une manière de nous faire temporiser pendant que le projet passe à la phase d'éxécution. Devant une telle situation, qui tendrait à mettre les populations devant le fait accompli, nous serions décidés à intervenir avec plus de fermeté encore, mais toujours dans le respect des personnes. Ceci pour obtenir que — les travaux étant vraiment suspendus — un réel dialogue puisse enfin s'instaurer.

Les Comités Malville.

Les documents subtilisés à la préfecture seront rendus publics au cours d'une conférence de presse « clandestine » des militants anti-nucléaires, le vendredi 24 septembre.

« Nous avons eu connaissance de copies de documents provenant de la protection civile de l'Isère donnant un certain nombre d'informations sur les plans ORSEC et ORSEC-radiation, expliquent-ils dans un texte remis à la presse.

Considérant que sur les problèmes de sécurité et de catastrophes le secret ne peut-être gardé, nous communiquons ces documents à la presse en vue d'une large diffusion. Nous sommes conscient du fait que des documents encore plus intéressants sont gardés secrets dans les coffres forts des préfectures et des ministères : se référer aux déclarations du préfet Jannin. Par contre, le coffre qui contient les documents les plus importants n'a pas été touché. Pour la première fois ce ne sont pas les anti-nucléaires qui font part des risques des centrales nucléaires, mais des dossiers officiels. » (Rouge, 25/09/76).

Suite à la publication des plans Orsec-rad., Cédric Philibert, étudiant à l'université II de Grenoble et Jacqueline Tréherne, chargée de recherches au CNRS, tous deux membres des Comités Malville sont interpellés par la police au cours d'une conférence de presse et inculpés de « vol, complicité, recel et introduction irrégulière dans les locaux publics ». Le préfet avait promis de tout publier; non seulement il n'en a rien fait, mais encore il essaie de faire taire les anti-nucléaires.

Parallèlement, le Conseil Général de l'Isère prend l'initiative d'ouvrir un débat de fond sur la construction de Super Phénix au cours de deux journées, les 23 et 24 septembre 1976. A l'issue d'un débat contradictoire auquel participaient des représentants de l'EDF, des anti-nucléaires, et les élus, le Conseil Général de l'Isère demande de « surseoir à la construction de Super Phénix en attendant un débat parlementaire clair. »

«... Grenoble — Super Phénix n'a pas été condamné par le Conseil Général de l'Isère. Mais celui-ci, sans utiliser le terme de moratoire que l'on envisageait généralement, a demandé de « surseoir » au projet de construction tant que certains préalables ne seront pas levés. Ces préalables consistent notamment en la constitution d'une commission d'enquête destinée à préparer un débat parlementaire et d'une commission régionale de sécurité. Cette motion présenté par les conseillers généraux socialistes n'a été adoptée que par ceux-ci, ce qui lui a assuré les 19 voix suffisantes pour passer. Les dix communistes se sont abstenus. Les 15 représentants de la majorité ont voté contre. » (Le Progrès, 25/09/76).

Le 24 Novembre, se sera au tour du Conseil Général de la Savoie d'adopter une motion réclamant la suspension de la construction du surrégénérateur, à l'unanimité moins cinq abstentions. Le Grand Conseil de Genève demandera également l'arrêt

des travaux, et le 29 avril 1977, un nouveau vote interviendra au Conseil Général de l'Isère prévoyant en plus d'engager une action en justice, mais cette fois la motion sera adoptée par 27 voix contre 5 et 7 abstentions, avec les suffrages communistes. Avant même le vote, le préfet Jannin fera savoir qu'il le récuse !

Fait important également en cette fin d'année 1976, quelques 1300 ingénieurs, physiciens et techniciens du Centre Européen de Recherches Nucléaires (CERN) de Genève se déclarent hostiles à la construction de Super-Phénix dans une « lettre ouverte aux gouvernements français, italien et allemand. Quelques mois plus tard, en mai 1977, 504 scientifiques de la région grenobloise se prononceront à leur tour contre le surrégénérateur dans une lettre au Président de la République.

Pour le mouvement, la prochaine échéance importante, ce sont les assises contre Super Phénix à Morestel (Isère) les 19 et 20 février 1977, où doit être définie la conduite à tenir dans les prochains mois.

ÉDITORIAL : ACTION DIRECTE

A Morestel les 19 et 20 février, 2500, 3000 personnes, membres des comités Malville de la région, représentant des dizaines d'organisations, des élus, des scientifiques, ont lancé ensemble une nouvelle condamnation de Super-Phénix et ont, une fois de plus, exigé l'arrêt des travaux. C'est comme s'ils n'avaient rien dit, s'ils ne s'étaient jamais réunis. La NERSA-EDF continue de couler son béton!

En 15 jours, par deux fois, plusieurs centaines de personnes, dont beaucoup d'habitants de la zone directement menacée ont manifesté à la porte de la centrale en empêchant de façon non-violente les ouvriers de prendre leur travail : les gendarmes de Morestel les ont traînés dans les flaques d'eau, les ont expulsés. Et la NERSA coule toujours son béton!

Là-bas, en Alsace, malgré une protestation au moins aussi vive qu'à Malville, le PWR de Fessenheim est mis en route. Qu'importe l'opinion des gens même s'ils mettent leur santé dans la balance par une grève de la faim. EDF s'en moque, EDF met les bouchées doubles, EDF pratique de plus belle la politique du fait accompli.

Ainsi, trois semaines après Morestel, le mot d'ordre des Assises, « Légitime-Défense contre Superphénix » est-il plus que jamais d'actualité. Plus que jamais s'impose l'enjeu de notre lutte : assurer notre protection et celle des générations futures, non seulement contre le risque démentiel que représente la centrale de Malville dans le cas d'une défaillance technique, mais aussi contre le modèle de société qu'on est en train de nous imposer ni plus ni moins par la force. On est très loin de la « religion des petites fleurs » ou d'on ne sait quel « réflexe catastrophique ».

Cette proclamation de l'état de légitime-défense contre Super-Phénix est d'une extrême importance. Cela marque une prise de conscience, un changement de mentalité dans le mouvement Malville. Ensemble les 19 et 20 février, nous sommes tombés d'accord sur une appréciation commune de l'attitude du pouvoir et de l'EDF : nous ne parviendrons pas à les convaincre d'abandonner Super-Phénix, et la politique du tout nucléaire qu'il sous-tend, simplement par une campagne d'information. Il faut passer à l'action.

C'est une victoire des Assises de Morestel que cette conclusion ait été celle de tous : et qu'elle ait été largement diffusée par la presse! C'est plus important encore que cette conclusion ait été immédiatement suivie d'effets (cf. les deux interventions à la porte de la centrale, et le court-circuit...).

Mais il faudra beaucoup plus pour arrêter EDF. Aussi la question d'aujourd'hui, c'est d'avoir les idées justes sur ce que doit être ce plus. Là encore, les Assises donnent des réponses : la campagne des 15%, le harcèlement des travaux, le rassemblement d'été, la solidarité contre la répression, à propos de la lutte contre Super-Phénix, mais aussi avec tous ceux qui se battent ailleurs, en France, à l'étranger, contre la folie de la société nucléaire. Il faut voir ce que tout ça veut dire :

« Le harcèlement contre Super-Phénix ».

Et d'abord l'idée de harcèlement contre Super-Phénix. C'est une proposition qui a jailli de pratiquement toutes les commissions du dimanche matin. C'est une idée nouvelle au-dessus de tout faux débat. A Morestel, les choses ont été dites clairement : « feu vert à toute action qui peut retarder les travaux, la seule condition étant le respect de l'intégrité des personnes, l'initiative de la violence étant laissée à EDF et ses électro-flics ». La philosophie du harcèlement, c'est d'encercler, d'asphyxier, de remettre en question de tous les côtés possibles le projet Super-Phénix en attaquant sa réalisation de toutes les manières et sur tous les lieux possibles. EDF a fait de Malville un camp retranché, avec fil de fer barbelés, fils électriques et chiens policiers, il faut frapper tout autour de la citadelle.

Harcèlement contre Super-Phénix, c'est la décentralisation maximum. Qu'on n'attende pas, a-t-il été dit aux Assises, l'intervention de « Miraculeux Zorro », tout le monde peut faire quelque chose tant est complexe et vaste et fragile la procédure de fabrication du monstre.

Et place à l'imagination : depuis les interventions pacifiques à la porte de la centrale, ou à celles d'entreprises sous-traitantes, pour s'expliquer avec ceux qui, par la force des choses (le chômage entre autres) travaillent pour Super-Phénix..., jusqu'à l'interpellation non-violente de hauts responsables de l'État ou de l'EDF... sans oublier « l'entretien » des lignes électriques desservant la centrale, ou celui du matériel de la NERSA, par d'astucieux bricoleurs... mais on peut aussi s'occuper de certains ordinateurs, de certains transports... toujours dans le but d'assurer notre sécurité et celle du public contre Super-Phénix!

L'enjeu du harcèlement, est très simple : EDF s'entête! il faut lui taper un peu sur la tête! faire que s'installe un peu d'inquiétude dans ses rangs de technocrates... faire qu'elle ne puisse pas construire Super-Phénix « tranquillement »... Qu'elle soit obligée de mettre un flic derrière chaque camion, chaque robinet, chaque machine qui d'une manière ou d'une autre contribuent à la réalisation de la centrale : « nous ne toucherons pas un cheveu aux flics, mais attention à tout ce qu'EDF aura oublié de faire garder! ».

Nous ne sommes pas des moutons. Il sera clair qu'EDF construit Super-Phénix par la force. C'est très important pour l'opinion publique, et tout autant pour tous ceux qui travaillent à faire Super-Phénix : rien de tel que des piquets enlevés pendant la nuit pour que des géomètres réfléchissent pendant la journée. Rien de tel qu'un blocage de porte d'usine ou de centrale pour que d'autres travailleurs se posent aussi des questions (on l'a bien vu l'autre jour). Personne n'a jamais apprécié de travailler derrière un rideau de flics.

« La campagne d'auto-réduction 15% ».

L'autre idée-force des Assises, c'est la campagne d'auto-réduction de 15%. Elle s'annonce massive, malgré le silence de la presse. C'est la possibilité pour chacun de dire non dans les faits à la politique d'EDF et à Super-Phénix. Depuis le temps, que beaucoup dans le mouvement Malville parlent de non-violence, il serait rudement temps qu'on mette en pratique son B.A. BA : la campagne de désobéissance civile. Bien lancée, suivie par des milliers de personnes, la soustraction sur facture, en tant que mouvement de masse, ne présente quasiment aucun risque. Prétendre être contre Super-Phénix, c'était hier faire circuler une pétition, aujourd'hui c'est certainement réduire sa facture de 15%, la manière simple de refuser à EDF les moyens de sa politique.

Harcèlement tous azimuts. Campagne de désobéissance civile (auto-réduction 15%). Cela s'appelle la solidarité. Une solidarité active parce que, nul doute, la « puissance publique » essaiera de faire des exemples contre tel ou tel « autoréducteur » ou contre tel ou tel « auteur présumé » de ce que la presse, aux ordres, ne manquera pas d'appeler « criminel sabotage » alors qu'il s'agira simplement de légitime-défense.

Le programme issu des Assises de Morestel est clair. Il est surtout l'application immédiate à la mesure de l'enjeu de société qui est en question. Dans la foulée de la grande poussée du courant écologiste, dont témoignent les élections municipales, il est urgent de passer partout à l'action. Il n'y a pas de meilleure manière pour préparer l'échéance décisive de juillet. A Brockdorf, par leur nombre et

leur détermination, les écologistes allemands ont fait reculer leur gouvernement. Pourquoi pas nous, cette année, contre Super-Phénix ?

L'équipe de Super-Pholix

« Le Monde » du 22/2/77 rend compte des Assises et de leurs « à côtés » :

• A CREYS-MALVILLE (Isère) : le début d'un mouvement de ‹désobéissance civile›

De notre correspondant

Grenoble. — Les travaux entrepris sur le site de la centrale surgénératrice Super-Phénix, à Creys-Malville Isère), ont été bloqués, lundi 21 février, à 4 heures du matin par trois cents manifestants. Les ouvriers ont dû rebrousser chemin et les bétonnières ont été arrêtées. Les contestataires avaient auparavant participé aux assises antinucléaires, réunies samedi et dimanche, à quelques kilomètres de là, à Morestel (Isère). Près de deux mille cinq cents personnes ont pris place dans la grande salle des fêtes et ont entendu, entre autres, les représentants des conseils généraux de l'Isère et de la Savoie rappeler les délibérations de leurs deux assemblées départementales qui ont demandé il y a quelques semaines la suspension du projet de construction du surgénérateur.

Depuis le rassemblement des 3 et 4 juillet 1976 à Malville, le mouvement antinucléaire Rhône-Alpes s'est, en effet, organisé et structuré. Vingt-cinq comités locaux ont été mis en place dans les principales villes de la région, ils ont entrepris partout une vaste campagne d'information sur la politique nucléaire française. Les anti-nucléaires et les écologistes de la région Rhône-Alpes disposent de leur journal, *Super-Pholix*, dont le neuvième numéro a été mis en vente il y a quelques jours, et de « Radioactive », un émetteur clandestin qui a repris ses émissions quotidiennes, il y a deux semaines.

Sur le site de la centrale, les travaux de construction ont débuté au mois d'octobre. La NERSA (société chargée de la réalisation de Super-Phénix) explique dans son propre journal, distribué aux habitants de la région de Malville, que *« les ferrailleurs sont déjà à l'œuvre et mettent plus de 20 tonnes de fers à béton en place par jour ; les coffreurs se préparent ; la centrale à béton fabrique ses premiers gâchés. L'effectif du chantier est en train de dépasser la centaine »*.

Le gouvernement et E.D.F. entreprennent les travaux malgré l'hostilité de la population et des conseils généraux. Nous nous considérons désormais en état de légitime défense, affirmaient samedi les participants aux assises. *« Nous ne sommes pas venus ici pour une quelconque célébration de la « religion anti-nucléaire », mais pour définir un programme d'action. »* Les militants antinucléaires ont décidé de lancer un vaste mouvement de « désobéissance civile » qui permettrait à tous les habitants de la région, menacés par la centrale nucléaire de Creys-Malville (plus de cinq millions de personnes), de traduire leurs protestations en actes. Les populations sont invitées à amputer de 15 % leurs factures E.D.F., l'argent non versé à l'Electricité de France étant gelé sur un compte de la Caisse des dépôts et consignations jusqu'à l'arrêt des travaux de la centrale.

D'autre part, les opposants à Super-Phénix souhaitent désormais passer à « l'action directe » pour en stopper la construction et empêcher l'acheminement du matériel. Le 30 juillet 1977 constituera le point culminant de cette campagne et, comme en juillet 1976, les militants antinucléaires souhaitent attirer 20 000 à 30 000 personnes à Malville pour *« un rassemblement offensif, non violent,* où, affirment-ils, *nous donnerons le droit et les moyens de récupérer le site »*.

Il semble donc que le mouvement contre Super-Phénix a pris à l'occasion de ces assises une dimension nouvelle. L'opposition contre le surgénérateur a pris une dimension nationale et internationale. Elle mobilise désormais tous les comités et mouvements antinucléaires de France et de pays voisins comme la Suisse et l'Allemagne. *« C'est à Malville que nous devons gagner la lutte contre le nucléaire »*, affirmaient dimanche soir les participants aux assises de Morestel.

CLAUDE FRANCILLON.

LA BATAILLE DE MALVILLE CE N'EST PAS SEULEMENT DES FLICS SUR UN CHAMP

Le 9 mars, de nouveaux documents sont subtilisés, à la NERSA cette fois, par un groupe d'opposants à la centrale. Il s'agit entre autre, d'une note d'information destinée à Marcel Boiteux, directeur général de l'EDF, et du compte-rendu d'une communication téléphonique entre Monsieur Robert de la NERSA et le préfet de l'Ain.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE/NERSA
EdR/YC
10/9/1976

Confidentielle.
Information à l'intention de Monsieur BOITEUX, concernant l'affaire CREYS-MALVILLE par la NERSA

Nous ressentons de la manière la plus nette que la meilleure façon de contrecarrer la contestation se développant au plan local et national est d'engager au plus vite de manière irréversible l'opération et de rendre publique cette décision. Ainsi, il faudrait que :

La « Déclaration d'Utilité Publique » soit acquise au plus vite. Elle a été adressée au conseil d'État le 24 août 1976. L'enquête publique a été ouverte en septembre 1974 après une demande déposée en juillet 1973.

Le « Décret d'Autorisation de Création » soit « désenlisé ». La demande correspondante a été adressée au Ministère de l'Industrie et du Commerce en mars 1974. La procédure s'est déroulée sans difficultés particulières, mais elle est actuellement au point mort depuis 7 mois par suite de divergence de vues entre Ministère de la Santé et de l'Industrie et du Commerce.

Le Conseil de Surveillance de NERSA se prononce favorablement sur la décision de construire le 15 octobre prochain.

Par ailleurs, il est bien certain qu'un soutien plus important et plus efficace au plan national améliorerait sans aucun doute l'impact de l'information locale que nous développons. En ce qui concerne celle-ci, les premières réponses que nous recevons suite à la distribution massive (17.000 ex.) du numéro 1 du bulletin périodique « CREYS-MALVILLE Informations », mettent en évidence un accueil largement favorable des populations. Il n'en reste pas moins que la contestation est toujours très vive et nos opposants très efficaces. Ainsi :

La convocation en session extraordinaire du Conseil Général de l'Isère les 23 et 24 septembre 1976 (précédée d'une visite à PHÉNIX le 21) est très préoccupante. En effet, il est prévisible, d'après les informations recueillies, que le vœu émis par les conseillers fera état d'une demande de moratoire.

Les manifestations prévues à Grenoble et à Morestel les 17 et 18 septembre prochains attestent du regain d'activité de la contestation après la période des vacances.

Il est certain, d'autre part, que la contestation locale serait à nouveau alimentée et prendrait une autre forme si les établissements Neyrpic de Grenoble n'obtenaient pas les fabrications escomptées dans le cadre de la chaudière nucléaire confiée à NOVATOME.

En ce qui concerne l'avancement des travaux sur le site, un certain nombre de réalisations limitées ont été entreprises ce qui permet de maintenir une activité minimale sur le chantier et, par la suite, une attaque plus franche des gros travaux dès qu'ils seront possibles.

Une telle activité pourra se maintenir jusqu'en novembre prochain mais il est indispensable que le chantier ne soit pas interrompu et, qu'à partir de cette date, les travaux importants soient engagés.

S'il n'en était pas ainsi, cette nouvelle interruption du chantier serait interprétée, par les opposants, comme une hésitation de notre part devant la contestation.

Diffusion : M. Taccoen EGPSE (2), M. Banal, M. Saitcevsky, M. Robert, M. Lejeune.

*

Électricité de France : Région d'équipement Alpes Lyon.

Le 9 mars 1977
EdR/YC

COMPTE-RENDU DE COMMUNICATION TÉLÉPHONIQUE entre M. le préfet de l'Ain et M. Robert le 9 mars 1977.

Monsieur le préfet de l'Ain m'a fait part du désir du Conseil Général de ce département de voir organiser un débat sur Creys-Malville.

Les conditions de ce débat seraient les suivantes :
- lieu : Bugey;
- débat privé devant les conseillers généraux;
  * Monsieur Saitcevsky et ses collaborateurs;
  * Un opposant à désigner.

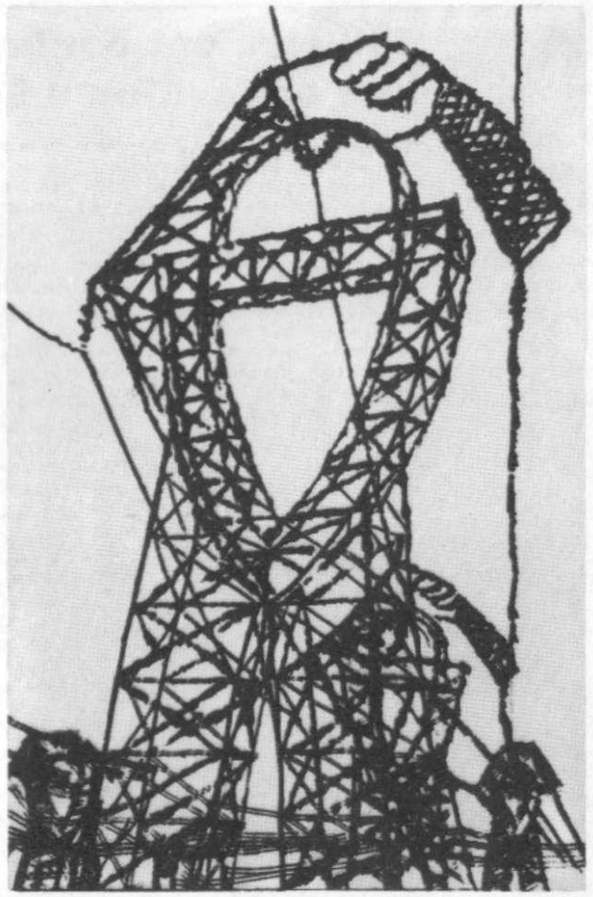
Le Conseil Général a proposé au préfet de faire venir un représentant du CERN, mais ils se sont tous récusés.

D'autre part, le préfet ne veut pas du Professeur Lebreton. Il demande donc que nous lui proposions un opposant de notre choix (Professeur Kowarsky ?).
- date : lundi 2 mai 1977 (à la suite d'une session du Conseil Général)

N.B. : Comme vous le savez, nous avions préparé un certain nombre de dossiers que je fais réactualiser par M. Lucenet.

Destinataires : M. Saitcevsky, M. Cazelles, M. Robert, M. Durr, M. Lucenet.
Pour information : M. Banal.

Ces documents révèlent au grand jour le mépris des dirigeants de l'EDF et des autorités pour la démocratie et même, pour leur propre légalité. Tout se fait en catimini, à la sauvette, tout est truqué : il faut « engager au plus vite et de manière irréversible l'opération »... « Le préfet ne veut pas du professeur Lebreton. Il demande que nous



(EDF) lui proposions un opposant de notre choix » etc. Tous les moyens sont bons pour la bataille de Malville.

Un nouveau procès en référés oppose le 27 avril 1977 l'Association de Défense du Site de Bugey et de Malville et la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA) à l'EDF devant le tribunal de grande instance de Lyon. Les plaignants, en produisant la lettre confidentielle à Marcel Boiteux montrent, preuves en mains, que l'EDF a entrepris illégalement la construction de Super-Phénix puisqu'à cette date ni le décret d'utilité publique, ni l'autorisation de création ne sont intervenus.

Le tribunal doit rendre son jugement le 5 mai, et comme, décidément, les choses sont bien faites dans notre pays, le 3 mai, deux jours avant la verdict, la centrale nucléaire est déclarée d'utilité publique par la publication au journal officiel d'un décret signé de Raymond Barre et du ministre de l'industrie, René Monory. Comme on pouvait s'y attendre, le 5 mai, le tribunal des référés se déclare incompétent et condamne les plaignants au dépens!...

Les recours légaux étant épuisés, c'est sur un tout autre terrain que l'opposition à la centrale se développe.

Déjà le 2 mars, les habitants de la région, les « locaux » comme on les appelle, avaient bloqué pendant trois heures l'entrée des ouvriers travaillant sur le chantier, cela dans une atmosphère de fraternisation. En juin, les élus locaux manifestent à leur tour.

Le 29 juin se tient, à Grenoble, une importante manifestation de 3000 personnes à l'appel de la CFDT, de la FEN et du Parti Socialiste d'une part et des Comités Malville et de l'extrême-gauche d'autre part. Deux appels séparés, la manifestation de Grenoble préfigure celle des 30 et 31 juillet. Notons tout de même que le cortège des Comités Malville regroupe les deux tiers des manifestants...

NUCLÉAIRE

150 élus ont confirmé leur opposition à Super-Phénix

Bourgoin-Jallieu. — Le 28 mai dernier, 72 élus locaux représentant 34 communes de l'Isère et de l'Ain, se sont rencontrés. A l'issue de la réunion, ils ont affirmé leur opposition à la construction de Super-Phénix. Pour mieux traduire leurs inquiétudes, ils décidèrent la création d'une association inter-départementale des élus locaux contre Super-Phénix. Ce jour-là avant la séparation M. Feuillet, maire de Vasselin, proposa une première action pour le samedi 18 juin.

Hier donc, une cinquantaine de voiture ayant à bord quelque 150 élus portant des écharpes et cocardes tricolores et quelques sympathisants étaient partis de Serrière et de Montalieu se rejoignirent à Morestel, où à l'Hôtel de Ville une délégation remis à M. Durand conseiller général, maire, la motion remise la veille à M. Sarrazin, sous-préfet de La Tour-du-Pin.

Le cortège se rendit ensuite au chef-lieu d'arrondissement ou après lecture de la motion par le vice-président de l'association M. Mériaudeu, maire de Bregnier-Cordon, les opposants à Super-Phénix repartirent pour rendre visite à M. Bonnard maire de Creys avant d'aller s'installer sur le belvédère qui domine le site de l'implantation de la centrale nucléaire.

Les consignes étant respectées, cette expédition fut pacifique.

Dans la motion : les élus locaux réclament :

L'arrêt immédiat des travaux de construction de la centrale Super-Phénix de Malville.

Une information contradictoire et impartiale

une consultation des populations de la région dans un rayon d'au moins 50 kilomètres et couvrant la zone de risques.

Que les plans Orsec-Rad (organisation des secours en cas de radiation) relatifs au Bugey et au Super-Phénix soient placés dans toutes les mairies

***

Dauphiné Libéré du 19/6/1977

La bataille de Malville, c'est aussi une intense préparation psychologique à l'épreuve de force de la part du pouvoir. Un véritable déchaînement de mensonges, d'intimidation et de violences va marquer les deux mois qui précèdent la marche. D'un côté on

on bluffe pour essayer de rassurer la population qui s'émeut de la mise en place du programme électro-nucléaire; et quand cela ne suffit pas on sort sa matraque et ses grenades.

Ainsi, le 1er juin, René Monory, répond à l'Assemblée Nationale, à une question de Jacques Antoine Gau, député socialiste : « Sur le fond sachez tout d'abord que l'autorisation de la création d'une centrale sur le site de Malville n'entraîne pas le commencement immédiat des travaux : nous en sommes au stade de l'enquête. Pour l'instant je vous répète, les travaux n'ont pas commencé, c'est d'une enquête qu'il s'agit, mais nous ne pouvons aujourd'hui, compte tenu de la situation internationale, nous priver de ce moyen de surrégénération ». (Libération du 29/6/1977).

Alors que les travaux ont commencé depuis 1974, avant même la date de clôture de l'enquête d'utilité publique, alors que la lettre destinée à Marcel Boiteux, parle d'engager l'opération de manière irréversible pour contrecarrer la contestation, une telle déclaration laisse pantois.

Près d'un mois et demi avant la passe d'arme de René Monory à l'Assemblée Nationale, le 21 avril, paraissait l'encart suivant dans « Le Journal du Bâtiment » :

Sur le chantier de Creys - Malville

Malgré le mauvais temps, le bétonnage du radier formant le soubassement du bâtiment réacteur de la centrale de Creys-Malville a pu commencer.

Ce radier a la forme d'un "camembert" d'environ 5,50 m d'épaisseur et de 65 m de diamètre.

— Au total, il faudra près de 2000 tonnes d'armatures et 20.000 m3 de béton pour le construire.

Les agrégats nécessaires sont extraits directement sur place et le ciment provient évidemment de la cimenterie toute proche.

Le béton lui, est fabriqué dans une centrale installée sur le chantier, à une cadence qui peut dépasser 60 m3 par heure.

Un laboratoire spécialement construit sur place est équipé afin de permettre le contrôle strict de la qualité des bétons utilisés pour les travaux ; une douzaine au moins d'échantillons de béton est essayée tous les jours à la traction et à la compression.

— Les ouvriers du chantier sont plus de 150 et seront probablement le double cet été.

— Les travaux s'intensifient : après le bâtiment réacteur s'ouvriront bientôt les chantiers des autres ouvrages : la prise d'eau, la salle des machines, les bâtiments des générateurs de vapeur, l'atelier de préfabrication des cuves du réacteur de plus de 10.000 m2 de surface couverte.

De deux choses l'une : ou bien Monsieur Monory, ministre de l'industrie, est sincère et cela signifie qu'il ne connaît pas ses dossiers et que c'est un ministre incompétent, ou bien il est au courant et il est pris en flagrant délit de mensonge.

Quand le même Monory annonce quatre jours avant le rassemblement de Creys-Malville que le programme électro-nucléaire du gouvernement ne sera pas ralenti, cela sonne déjà presque une déclaration de guerre.

Mais lorsque Giscard décide la veille de la manifestation d'aller visiter l'usine d'enrichissement d'uranium de Pierrelatte, on mesure dans quel mépris celui qui se veut le président de tous les français tient la contestation anti-nucléaire. A propos de cette visite, le « Quotidien de Paris » du 30/31 juillet 1977 note : « Pas question de référendum, pas question non plus de revenir en arrière : la France poursuivra et développera sa politique nucléaire; si M. Giscard d'Estaing ne refuse pas qu'un débat s'instaure,

ce débat n'aura guère d'influence, à ses yeux sur le gouvernement qui ne modifiera pas sa position ».

Giscard atteint les sommets lorsqu'il déclare, toujours selon le « Quotidien de Paris », « ... depuis 1969, date de l'entrée en service des premières centrales nucléaires, il n'y a eu aucun mort alors que dans le même temps 1200 mineurs disparaissaient »... « quant à l'environnement, c'est un problème complexe, le charbon et le pétrole étaient beaucoup plus néfastes que les centrales électriques nucléaires ».

Toutes ces déclarations, qui avaient pour but de signifier que le gouvernement continuerait sa politique nucléaire envers et contre tous, avaient été précédées localement par les initiatives du maire de Morestel.

Voici ce qu'on trouve dans le « Dauphiné Libéré » du 29 mai 1977 :

NUCLEAIRE

Le maire de Morestel aux contestataires de Super-Phénix à Malville :

« Le Bas-Dauphiné ne doit pas devenir un terrain d'affrontements permanents »

Morestel. — Le maire de Morestel, M. Théodore Durand, conseiller général du canton où se construit la centrale nucléaire de Malville, vient de réagir énergiquement devant la perspective des manifestations de grande envergure prévues par les contestataires de « Super-Phénix ».

Il adresse à ses dix-sept collègues maires de la région le vœu qu'il a déposé au conseil général de l'Isère, demandant que cette assemblée se dissocie des manifestations du 30 juillet prochain telles qu'elles sont prévues, à savoir de 50 à 100 000 personnes plus ou moins déterminées à employer tous les moyens pour bloquer la centrale. Il demande également au préfet de l'Isère de bien vouloir faire en sorte que, sans en venir à user de la force soit respectée la propriété de chacun.

« Je connais bien, soulignait M. Durand, dans la conférence de presse qu'il a donnée pour lancer son opération de dissuasion, les motifs rapportés dans les bulletins contestataires comme « Super Pholix » ou la « Gueule ouverte » où il est question non pas d'une manifestation calme et silencieuse tout à fait respectable, mais d'une véritable provocation au bon sens et à la logique, puisque on y découvre entre autre dit-il, la recette du cocktail Molotov. Comment voulez-vous, qu'un maire conscient de ses responsabilités puisse honnêtement admettre un tel désordre dans sa commune accompagnant invariablement colère et violences. M. Théodore Durand a rappelé également la déclaration qu'il avait faite au conseil général de l'Isère qui dans sa motion du 24 septembre 1976 demandait l'arrêt des travaux pour qu'une commission spéciale se penche sur les problèmes de la construction, et les garanties de sécurité ».

« Si la contestation existe, il n'en est pas moins vrai que notre population reste réservée devant les manifestations antinucléaires qui, il faut le constater, n'eurent aucune influence sur l'électorat aux élections municipales dans le canton. Nous devons tenir compte des réalités, et pour nous les réalités sont les faits suivants : 150 hectares de terrain déjà achetés, l'infrastructure de la centrale en partie réalisée, les voies d'accès et une cité modulaire construites, 300 travailleurs actuellement sur le site, et 5 à 600 au moins prévus pour juillet.

Que sera le point chaud de ce rassemblement ? Mon canton éloigné des grands centres urbains ne pourra pas accueillir sans risque et sans dégâts tant de manifestants. C'est un canton essentiellement rural plein de sagesse et de bon sens, et c'est en son nom que je demande que tout soit fait pour qu'il ne soit pas le terrain de luttes partisanes.

Il serait regrettable que le Bas-Dauphiné devienne un terrain d'affrontements et de contestation permanente.

M. Durand, qui, parmi les maires concernés fut l'un des plus soucieux de l'information dans les deux camps adverses, il s'était longuement entretenu l'an dernier avec le philosophe Lanza Del Vasto, chef de file des contestataires, va-t-il réussir à faire du rendez-vous de juillet un simple mouvement de contestataires à pancartes ? C'est ce que l'avenir nous dira.

Marc PERRY

Ces déclarations suscitent les réactions des Amis de la Terre de Grenoble, d'habitants de Morestel et d'élus locaux (textes tirés de « La Gazette de Malville », bulletin de liaison des Comités locaux, juillet 1977).

LETTRE OUVERTE A MONSIEUR THEODORE DURAND
MAIRE DE MORESTEL
CONSEILLER GENERAL

Monsieur,

Le 29 mai, un article du « Dauphiné Libéré » faisait état de vos déclarations concernant le grand rassemblement des candidats à la vie des 30 et 31 juillet dans les environs de Malville.

Il semble nécessaire d'apporter une réponse à votre opération de dissuasion.

Nous avons été profondément touchés par votre souci de voir votre canton « envahi », mais, quant à nous, nous faisons confiance en l'intelligence des Bas-Dauphinois pour que l'accueil se déroule dans les meilleures conditions.

En ce qui concerne « la propriété de chacun », comme vous, nous tenons à ce qu'elle soit « respectée »; permettez néanmoins, Monsieur le Maire, que nous vous posions quelques questions :

— qu'avez-vous fait lorsque EDF est venu acheter les terrains ?
— avez-vous informé les habitants « pleins de sagesse et de bon sens » de l'implantation d'un surgénérateur et de ses dangers ?
— avez-vous consulté la population, et comment ?
— vous êtes-vous opposé aux travaux qui se faisaient sans autorisation légale ?
— qui respectez-vous, les habitants ou EDF ?

Voulez-vous faire peur ? Vous vous présentez comme le défenseur de la propriété privée, et annoncez « non pas une manifestation calme, mais une véritable provocation ». Il n'est pas possible, Monsieur le Maire, de tromper ainsi la population de la région de Morestel en faisant de telles déclarations! Vous ne pouviez pas ignorer que la coordination des Comités Malville s'était prononcée une semaine avant votre déclaration, pour un rassemblement Massif, CALME et PACIFIQUE.

Afin de parer à une provocation présumée par vous, vous décidez de faire appel au préfet de l'Isère!

Juillet 1976 est-il déjà si loin pour que vous ayiez oublié le matraquage des manifestants non-violents ?

Qui sont les vrais provocateurs dans cette affaire ?
— Des personnes qui refusent des choix abusifs et dangereux ?
— Ou un Maire qui, aux côtés d'EDF et de la préfecture tenterait d'affoler la population ?

Cette population sait-elle si de nombreuses écoles et autres bâtiments publics hébergeront des CRS comme l'an passé ?

Pourtant, comme vous, nous affirmons : « le Bas-Dauphiné ne doit pas devenir un terrain d'affrontements permanents ». Ce « devenir » indésiré n'est-il pas déjà une réalité dont vous vous faites le complice quand vous affirmez : « nous devons tenir compte des réalités et, pour nous, les réalités sont les faits suivants : 150 ha de terrains achetés, l'infrastructure de la centrale en partie réalisée... » etc.

Pour qui agissez-vous Monsieur le Maire ?

Grenoble le 23 juin 1977
Le groupe des Amis de la Terre de Grenoble.

REUNION DES MAIRES ET ADJOINTS DU CANTON DE MORESTEL

Le samedi 4 mai avait lieu à Saint-Sorlin de Morestel, un repas-débat réunissant les Maires du Canton de Morestel sous la présidence de Monsieur Durand, Conseiller Général; Monsieur Sarrazin, Sous-préfet, ainsi qu'un journaliste étaient invités.

Après le repas, Monsieur Meyer, organisateur, Maire de St-Sorlin, ouvre la discussion et donne la parole à M. le Conseiller Général qui, après les félicitations d'usage, parle des syndicats inter-communaux (ramassage des ordures ménagères, cylindrage,etc...), et demande que tous les Maires forment une équipe d'amis autour de leur Conseiller Général pour faire avancer les problèmes du canton.

Un adjoint de Bouvesse demande la parole et intervient pour parler du grave problème de Malville, problème qui ne paraît pas inquiéter M. Durand qui répond : « parler de Malville servirait juste à diviser les Maires présents; les anti-Malville représentent une minorité ». Il prie l'adjoint de ne pas monopoliser la réunion sur ce sujet et de laisser la parole à ceux qui sont là pour parler de sujets sérieux ???

A partir de cet instant, la discussion ne va plus changer de sujet, comme par miracle, la soi-disante minorité s'est transformée en majorité et beaucoup de Maires ou Adjoints ont quelque chose à dire contre Malville.

Monsieur le Sous-préfet intervient et déclare que Malville n'est ni un problème des populations, ni des communes, ni du département, mais un problème d'État. C'est alors que M. Durand dit que s'il y a un problème Malville, c'est celui de la répartition de l'argent qu'EDF versera et qu'il est urgent d'en parler. Les Maires et Adjoints présents ont apprécié le réalisme de leur Conseiller Général!!!

Devant une assemblée d'élus du canton, dans sa majorité hostile à la centrale de Creys-Malville, M. Durand a promis de réunir les élus du canton pour parler de la centrale de Creys-Malville. Réunion dont-il ne voulait pas en début de débat; et pourtant qu'il avait promis de faire après son élection de Conseiller Général.

Un participant.

UN 8 JUIN A MORESTEL

Suite à l'article de Monsieur Théodore Durand paru dans la presse du 30 mai, une délégation de morestellois, soutenue par des gens du canton (70 personnes environ), s'est rendue à la Mairie de Morestel le mercredi 8 juin à 15 heures.

Monsieur Calza, 1er adjoint, a accepté de recevoir quatre morestellois (M. le Maire étant retenu au Conseil Général).

Par leur présence, ces derniers ont voulu prouver leur inquiétude face à Super-Phénix qui se construit malgré de multiples mises en garde du monde scientifique.

Ils pensent :

— qu'un grand débat nucléaire est nécessaire en France et que les populations une fois informées devraient pouvoir CHOISIR plutôt que SUBIR;

— que l'INTERET à court terme (gain de quelques années sur la construction d'un CES, d'un centre social ou d'un stade) n'est peut-être pas une raison suffisante pour accepter Malville sans mot dire.

Ils s'étonnent que dans un pays dit DEMOCRATIQUE, l'avis d'une partie de la population soit bafoué et qu'au lieu de NEGOCIER, on fortifie le site et on y installe des CRS.

Dans un pays « dit démocratique », seul le bulletin de vote doit être utilisé avant toute décision d'une importance telle que la construction d'un Super-Phénix risquant (par un moindre imprévu scientifique ou autre) de mettre en péril, la population de toute une région.

Contre le « diktat » de toute autorité, pour la libre expression de chacun.

— Enfin, ils réclament un débat au sein du Conseil Municipal de Morestel à ce sujet (le problème vient d'être évoqué en réunion).

N.B. : Ce compte-rendu avait été écrit pour être inséré dans le « Dauphiné Libéré », mais le correspondant local a averti que dorénavant, tous les articles traitant de Malville devaient être vus par Marc Perry et quelqu'un de Grenoble!

Ces lignes n'ont pas dû leur plaire, elles n'ont pas trouvé place dans la chronique morestelloise...

Mr. Bergier, Mme Budin, Mme Cheyland, Mme Rochas.

***

Côté pile donc, la parlotte; côté face, la matraque.

Lorsqu'on ne peut plus convaincre on envoie les flics, on fait donner les tribunaux. Le 2 juin, une quarantaine de personnes investissent la mairie de Couéron, en Bretagne, et y brûlent les registres de l'enquête d'utilité publique de la centrale de Pellerin. Sur douze communes concernées par l'enquête, sept refusent d'y souscrire. Le lendemain, cinq agriculteurs, quatre hommes et une femme, sont arrêtés et déférés devant les tribunaux de flagrant délit. Le verdict est très lourd : huit mois de prison dont deux fermes. « Un verdict de provocation » titre « Libération » du 11 juin. « Seul le témoignage des gendarmes a été retenu, ajoute ce journal (...) sinistre farce que ce procès où le président et le procureur avec un bel ensemble ont fustigé la violence des anti-nucléaires, refusant de considérer celle de l'EDF et de l'appareil d'État, bien pires et cent fois plus puissantes. Tous les maires des communes environnant le Pellerin, cités par la défense, ont dénoncé la présence policière qu'ils subissent (...). Pendant toute la durée des débats et jusqu'à l'énoncé du verdict, l'accès au tribunal a été interdit et le public soigneusement filtré par les CRS et les gendarmes. Ce qui a provoqué les protestations de maître Tignières, l'avocat de la défense, ainsi que des avocats du barreau de Nantes. Pendant toute la matinée, plus de 2500 personnes ont manifesté aux abords du palais de justice, et dès hier soir, paysans et anti-nucléaires se concertaient pour décider des suites à donner à ce verdict de provocation ». Un procès en préfigure d'autres...

L'été anti-nucléaire commence le 26 juin avec trois manifestations à Nogent, dans la région parisienne, à Craveline près de Dunkerque et à Paluel, dans la Seine Maritime.

A Nogent, la manifestation réunit dix mille personnes dans une atmosphère plutôt bon enfant. On parlera même de « pique-nique anti-nucléaire ». A Paluel, déjà, le ton change : quelques incidents opposent des manifestants aux CRS après la dispersion. Mais, à Graveline, où le préfet avait déjà annoncé que la manifestation ne serait tolérée que jusqu'à 20 heures, CRS et gardes mobiles chargent brutalement le lundi 27 au petit matin, les quelques deux-cent anti-nucléaires qui étaient restés sur le chantier pour populariser leur lutte auprès des travailleurs, à l'entrée de 7 heures. On relève une vingtaine de blessés. Chose peu commune, un communiqué unitaire des unions locales CGT et CFDT de Dunkerque, du Comité Anti-Pollution, du Groupe Louis Lacour du PCF, de la LCR, de l'OCT et du PSU dénonce la répression.

Puis c'est à Chaix-en-Retz, près de la centrale du Pellerin que de violents affrontements opposent les paysans aux forces de l'ordre lorsque les autorités tentent, contre la volonté des habitants, d'ouvrir une « mairie annexe » — une estafette — pour y tenir le registre d'utilité publique de la centrale.

Lorsqu'on ne peut employer directement la police, il est toujours possible de trouver des supplétifs prêts à accomplir la basse besogne. Quand le 28 juin au soir, à Grenoble

un certain Christian Perroncel, se disant de l'« Ordre International Noir », lance une grenade offensive dans une réunion du Comité Malville, ou quand le 13 juillet un commando attaque aux cocktails Molotov les occupants d'un terrain de l'EDF près de Fessenheim, brûlant grièvement un jeune allemand de Fribourg, cela fait partie de la campagne d'intimidation orchestrée contre l'opposition anti-nucléaire.

De même le pouvoir sait admirablement utiliser et monter en épingle l'attentat commis à Paris contre le domicile de Marcel Boiteux et qui a été revendiqué par un groupe inconnu, le C.A.C.C.A. — Comité d'action contre les crapules atomiques (!!!).

* * * * *

Mais le point de cristallisation de la contestation anti-nucléaire, c'est le surrégénérateur de Creys-Malville. Ce doit être le point fort de l'été anti-nucléaire et c'est là que le pouvoir décide de frapper. Cette volonté du gouvernement de poursuivre coûte que coûte son programme électro-nucléaire est parfaitement illustrée par les allures de camp retranché que donnent au site de Super-Phénix et à ses alentours les mesures du préfet Jannin.

Comme le remarque le « Matin » du 31 juillet 1977, on n'a pas lésiné sur les moyens: « Des hélicoptères pour surveiller en permanence la région interdite, des véhicules amphibies et des ponts mobiles pour amener rapidement sur place des renforts de l'autre rive du Rhône, trois hommes grenouilles détachés du Havre, un régiment de gendarmes parachutistes aéroportés de Mont-de-Marsan et des membres des brigades anti-émeutes venus de Paris ».

Par une circulaire datée du 12 juillet 1977, Jannin interdit le camping sur une zone de 6 kilomètres autour du site à partir du 25 juillet. Alors qu'en 1976 il avait utilisé le prétexte de la sécheresse, il invoque cette année « le maintien de l'ordre » et la « protection de la santé publique ».

L'entrevue du 8 juillet entre les responsables anti-nucléaires et un représentant de René Jannin révèle les intentions de la préfecture. La voici, racontée par l'une des participante :

« A la demande de Madame Erika Sutter, député suisse, une entrevue eut lieu à la préfecture de l'Isère. Étaient présents : Madame le député, un membre d'un groupe anti-nucléaire de Genève, un membre des Comités Malville régionaux et le vice-pésident de l'Association des élus locaux contre Super-Phénix. En face de nous le jeune chef de cabinet du préfet de l'Isère. Assiste à l'entrevue sans y participer, le chef de la police de Grenoble.

Tout d'abord, Mme Sutter regrette que nous ne soyons pas reçus par M. le préfet en personne qui aurait pu se déranger pour une élue d'un pays ami et voisin. Nous n'avons aucune inquiétude à nous faire, nous répond-on, car tout ce que nous dirons sera transmis fidèlement.

Nous expliquons quels sont les buts de la manifestation des 30 et 31 juillet, comment nous pensons qu'elle se déroulera, quels sont les mots d'ordre. Nous réaffirmons le caractère pacifique de la marche. On nous rétorque que certaines revues locales ou nationales appellent à la violence, donnent des recettes de cocktails Molotov, etc. Nous demandons que les forces de l'ordre soient les plus discrètes possibles et qu'il n'y ait pas de provocations en particulier sur les lieux de campement qui vraisemblablement se trouveront au-delà de la route nationale 75, ainsi que pour les interdictions de circulation sur les routes et les ponts. Nous demandons qu'aucune pression ne soit exercée auprès des populations locales favorables aux thèse anti-nucléaires et qui travaillent à la préparation de la marche.

Il nous est répondu globalement que nous sommes dans un pays démocratique et que le droit de manifestation existe et sera respecté; mais qu'en aucun cas, M. le préfet n'acceptera que des personnes ou des choses puissent être détruits au cours de

***

GRENOBLE, le 12 juillet 1977

PRÉFECTURE DE L'ISERE
CABINET DU PRÉFET

ARRETÉ No 77-6330

Le Préfet de l'Isère, Officier de la légion d'Honneur.

Vu les articles L. 131-1, L. 131-13-2 et L' 131-13 du Code des Communes;
Vu les articles 1er et 2 du code de la Santé Publique;
Vu les articles 3 du décret 59-275 du 7 février 1959 relatif au camping;
Vu la circulaire ministérielle No 68.469 du 18 octobre 1968 portant du camping;

Considérant que diverses organisations appellent à une manifestation qui doit se dérouler sur le territoire des communes proches du site de la future centrale nucléaire de CREYS-MALVILLE, que d'après les organisateurs, la manifestation serait suivie de plusieurs dizaines de milliers de participants;

Considérant qu'une telle concentration de population sur des terrains non aménagés constitue une menace effective et sérieuse d'atteinte au maintien de l'ordre et à la protection de la santé publique;

Sur proposition du secrétaire général de l'Isère,

ARRETE :

Article 1er : pendant la période du 25 juillet au 1 août 1977, la pratique du camping est interdite en dehors des terrains aménagés sur l'ensemble des communes de MEPIEU, CREYS-PUSIGNEU, et ARANDON ainsi que sur la portion du territoire des communes de BOUVESSE-QUIRIEU et COURTENAY située à l'Est de la R.N. 75.

Article 2 : MM. Le Secrétaire Général de l'Isère, le Sous-préfet de La Tour-du-Pin, les Maires de MEPIEU, CREYS-PUSIGNEU, ARANDON, BOUVESSE-QUIRIEU et COURTENAY, le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de l'Isère, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, sera régulièrement affiché à la porte des Mairies de CREYS-PUSIGNEU, MEPIEU, ARANDON, BOUVESSE-QUIRIEU et COURTENAY, et apposé aux lieux habituels d'affichages de ces communes.

Fait à Grenoble, le 12 juillet 1977.

Pour ampliation,
Le S/Préfet, Directeur du Cabinet
Signé : Pierre MONDESERT

Signé : René Jannin.

****

No 10.100/3. – Copie conforme transmise au Commandant de Compagnie de Bourgoin (20 ex.)

Pour exécution,
A GRENOBLE, le 19 juillet 1977
Le Chef d'Escadron CESARINI, Commandant par interim le groupement de Gendarmerie de l'Isère.

***

la marche. Enfin que rien ne serait fait contre nous si nous respectons fidèlement les textes administratifs. Les élus demandent officiellement que l'un des leurs au moins

demeure en contact permanent avec la préfecture au cours de la marche; à cela, aucune réponse ne sera donnée.

De notre côté, explications multiples, justifications, volonté de dialogue, volonté aussi de convaincre, de persuader. Du côté officiel, le ton est ferme, très dur, catégorique ».

A partir de la publication de la circulaire de Jannin, commence le quadrillage systématique de la région par les forces de police. Voici comment le « Dauphiné Libéré » en rend compte, le 28 juillet :

NUCLÉAIRE

Malville dans l'attente de l'événement...

Un village en état de siège

« Vos papiers s'il vous plaît, et les pièces de la voiture »...

Il fallait beaucoup de persévérance pour se rendre hier dans les villages de Malville, Faverges et Méplieu, qui jouxtent la Centrale en construction.

Un dispositif impressionnant de forces de police était déjà mis en place. Des gardes-mobiles en faction sur toutes les voies conduisant au site, et aucun véhicule n'approchant à moins de trois kilomètres sans être soigneusement contrôlé.

J'ai même croisé deux camions acheminant des hommes en treillis et bérets bleus jusque vers Malville Des paras ?...

Cette mobilisation n'est pas pour ravir les riverains. Plusieurs fois par jour, lors de leurs déplacements, ils doivent satisfaire aux obligations de contrôle.

x x x

A Malville même, point d'agitation. Tout est calme. Trop calme d'ailleurs. Les habitants sentent bien que la fin de semaine peut leur réserver des surprises. Ils habitent à deux cents mètres du site, et ne partiront pas de chez eux ce week-end. Ils sont visiblement dépassés par l'événement qui va jeter leur commune sur le devant de la scène :

« Pensez-donc, on est là trente pélerins !

Que voulez-vous qu'on dise. On n'est ni pour, ni contre la Centrale, parce qu'on n'y connait rien. A la télé, hier soir, ils ont dit que les travaux n'avaient pas commencé. Mais il y aura quatre ans en novembre que les premiers bulldozers sont arrivés. Alors on ne sait plus. Mais de toute façon, comment voulez-vous que les contestataires empêchent la construction ?... »

x x x

A deux pas de là, le site ressemble à un camp retranché : derrière des grillages de plus de deux mètres, des barbelés électrifiés ont été installés à la même hauteur. Plus en retrait des projecteurs sont disposés tous les cent mètres. Derrière encore, une autre haie de grillages Et tout au fond les baraquements, dominés par sept grues, dont trois immenses, rouges et blanches.

Dans les prés alentours, des agriculteurs mettent en sacs leurs pommes-de-terre. D'autres moissonnent à grande vitesse.

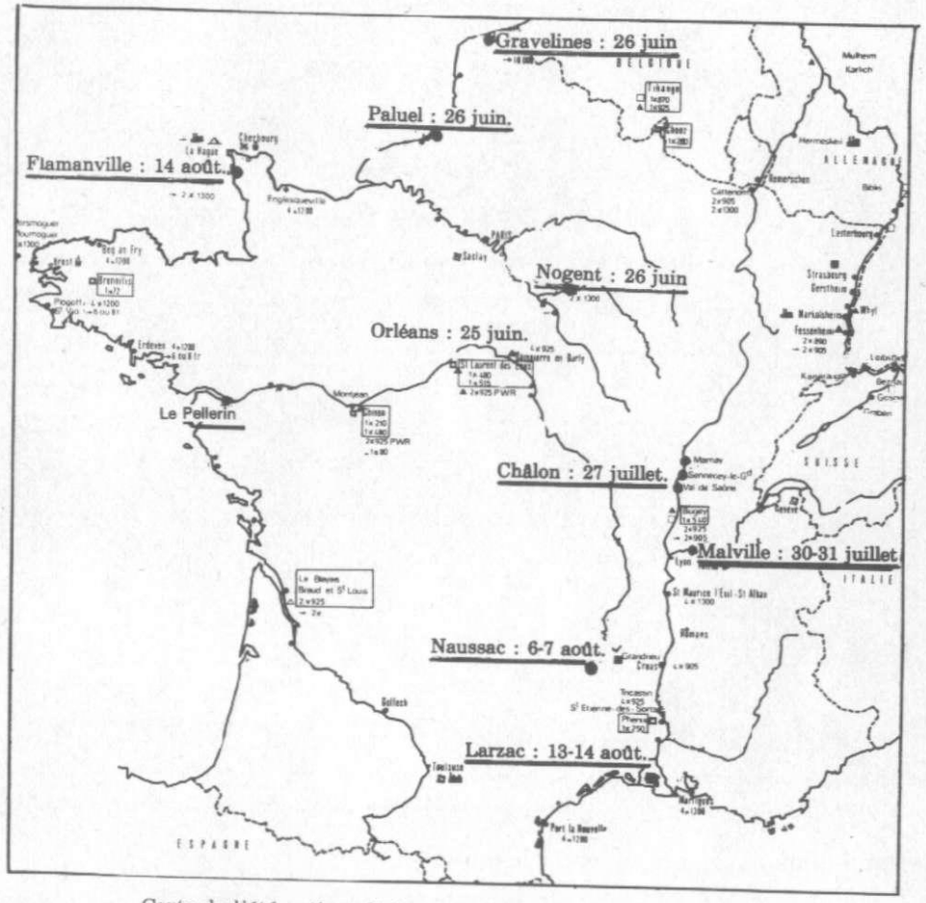
Aucun manifestant n'est en vue dans ce périmètre de trois kilomètres. Le camping sauvage y est d'ailleurs interdit par arrêté préfectoral.

Pourtant ils sont arrivés déjà nombreux, de tous les coins de France,de Suisse et d'Allemagne. A Morestel, ils distribuent des tracts au carrefour du centre, ou discutent aux terrasses des cafés. Sur toutes les routes avoisinantes, on les croise, les uns à vélo, les autres au volant de voitures ou de minicars arborant des slogans anti-nucléaires, et chargés de matériel de camping. Ils se rendent dans les centres d'accueil répartis à quinze kilomètres autour de Malville.

Et dire que ce petit village, au pied des collines qui sentent le buis, en retrait des grandes routes,était jusqu'alors inconnu et si tranquille !

« Avant, m'a dit une brave dame, on expliquait aux gens : c'est vers Ambérieu, pas loin de Bourgoin... Aujourd'hui ce sont les gens qui nous disent : Ah oui ! Vous êtes là où il y a la bombe ! »

Patrice MOREL



Carte de l'été anti-nucléaire, « Libération » du 20 juin 1977.

A Pont de Briod, sur la route de Crevs-Malville, les gendarmes contrôlent toute la circulation des routes menant à l'emplacement du futur centre nucléaire (AFP).

« Libération » du 29 juillet 1977.

Le site de Malville.

Quelques témoignages complètent le tableau :

Bernard Elie, correspondant du « Monde » rapporte : « Depuis le 26 juillet des contrôles systématiques ont été organisés aux carrefours proches du site nucléaire : les automobiles sont invités à présenter leurs papiers et à justifier leurs déplacements. Des hélicoptères survolent de temps à autre les champs où des agriculteurs rentrent la moisson à la hâte. La protection rapprochée de la centrale en construction — au-dessus de laquelle des grues de 60 mètres de haut dressent leurs bras rouges et blancs — a été très sensiblement renforcée : grillage métallique surmonté de ronces artificielles, chevaux de frise électrifiés, surveillés en permanence depuis des miradors (Le Monde du 30 juillet 1977).

« Jean-François Nobelet, membre du comité Malville de Grenoble, a porté plainte hier contre le préfet de l'Isère pour abus de pouvoir et fouille illégale de véhicule. Il s'était fait arrêter mercredi dernier près de Morestel et avait dû subir malgré ses protestations la fouille de son véhicule. Le colonel Fontaine de l'escadron 8/15 des gardes mobiles lui a, à cette occasion, montré une note officielle du préfet autorisant la fouille des véhicules dans la région de Malville et la saisie de certains objets : cordes, cerf-volants, grapins, armes, matériel de propagande. Le conseil constitutionnel ayant récemment jugé inconstitutionnelles les propositions de loi déposées par Poniatowsky en matière de fouille de véhicule, Jean-François Nobelet s'est rendu hier matin à la préfecture de l'Isère pour demander des explications En guise de réponse plusieurs

commissaires de police l'attendaient à la sortie, auxquels il n'a échappé que grâce à l'intervention du président du Conseil Général, Louis Mermaz. Il appelle tous les manifestants qui se rendent à Malville à refuser ces contrôles et ces fouilles et à porter plainte contre le préfet de l'Isère » (Libération du 30 et 31 juillet 1977).

Il a d'ailleurs été trouvé à Faverges, sur le terrain des affrontements, une notification confiée aux forces de l'ordre pendant leur séjour dans la région, dont quelques extraits ont été publiés dans « Super-Pholix » numéro 14 :

CONSIGNES PARTICULIERES

* Action : polie mais ferme et au besoin vigoureuse.
* Contrôle :
des véhicules : règles d'or : pas de tracasserie.
— bienveillance pour véhicules immatriculés en 38 (Isère) et 01 (Ain).
— fouille systématique de tous autres véhicules; faire ouvrir le coffre.
— attention particulière pour les véhicules étrangers (notamment allemands).
— immobilisation de tout véhicule transportant matériel pouvant servir de franchissement, attaque, incendie, etc.
— fouille à corps si nécessaire.
* Conduite à tenir :
— interdire le franchissement de la ligne tenue : tout véhicule (deux à quatre roues) limiter l'infiltration de toute personne à pied.
— faire respecter l'interdiction de camping.
— disperser tout attroupement en formation (moyens employés doivent être proportionnés à l'importance de l'attroupement et de l'agressivité des manifestants).
— saisir le matériel manifestement destiné à des actions de destruction ou de force : cisailles, cordes, grappins, casques, boucliers, etc.
— saisir de même : drapeaux, emblèmes, banderolles, etc.
— observer tout ce qui paraît anormal sur le terrain ou dans le comportement des gens (flair du gendarme).

***

Témoignage de M. V. (Faverges) :

Je déclare entre autre qu'un véritable climat de violence et de provocation a été entretenu depuis le début de la semaine. Nous étions victime de quatre à cinq contrôles par jour, le moindre de nos déplacements était contrôlé.

Témoignage de Mme. F. (Mépieu) :

Depuis le 25 juillet nous ne pouvions sortir sans être contrôlés plusieurs fois. Le samedi 30 juillet, un médecin qui avait organisé un poste de secours chez moi, me demande de l'emmener à Lancin, commune voisine avec deux jeunes. En sortant je passe devant un premier contrôle. Cent mètres plus loin un deuxième qui demande : carte d'identité, permis de conduire, carte grise, et fouille le coffre sans mandat. Bref, je peux repartir et je passe devant quatre cars et une file de CRS fusil à l'épaule. De nouveau troisième contrôle. Je leur dis : « Je viens d'avoir deux contrôles sur 1km500 », réponse : « Montrez vos papiers ». Un CRS veut faire descendre les jeunes qui sont avec moi; je refuse. « Et bien rentrez chez vous », et il m'empêche de passer. Il s'adresse au médecin et lui dit : « Demain vous aurez du travail, on vous en enverra à soigner,

si ce sont des allemands, vous n'aurez plus rien à faire ». J'étais révoltée par cette violence organisée par les CRS...

Témoignage de Hanna K. (Berlin) :

Jeudi, le 28 juillet, en après-midi, je suis arrivé dans la région de Malville avec trois camarades. Nous avons quitté la nationale 75 pour Poleyrieu afin d'y rencontrer des amis. Juste après 100 mètres nous étions bloqués par des gardes mobiles. On avait déjà arrêté une autre voiture allemande. On nous a forcé à donner nos papiers. On a voulu nous emmener à la gendarmerie sans nous expliquer pourquoi. Pour ça nous sommes restés sur place. Nous savions pas combien de temps il fallait attendre. On ne nous expliqua pas les raisons juridiques de cette mesure. Après plus de deux heures on nous redonna nos papiers, et nous et l'autre voiture allemande purent aller. On nous disait qu'il ne valait pas la peine d'avancer vers Poleyrieu, puisqu'après deux cent mètres il y avait un autre blocage et d'autres mesures policières.

L'APPEL A LA MARCHE

SUPER-PHENIX NOUS MENACE TOUS : DEFENDONS-NOUS!

A Malville, comme à Sévéso, comme sur la plate-forme de forage Ekofisk, tout est prévu. Tout sauf l'erreur humaine. Pour éviter celle-ci, une seule solution : exclure l'homme. Le nucléaire c'est le pouvoir incontrôlable des technocrates! La preuve, cette déclaration d'un responsable EDF saisi à la NERSA par des militants anti-nucléaires : « Nous ressentons de la manière la plus nette que la meilleure façon de contrecarrer la contestation est d'engager au plus vite et de manière irréversible l'opération » (document confidentiel EDF du 10/9/1976).

A Malville (près de Morestel dans l'Isère), la construction de Super-Phénix, surgénérateur nucléaire de puissance unique au monde, est engagée alors que son prototype cinq fois moins puissant, Phénix, est en panne depuis huit mois à Marcoule.
La construction de Super-Phénix a débuté dans l'illégalité la plus totale malgré l'opposition de la population de toute la région (Conseils Généraux de l'Isère et de la Savoie, Conseils Municipaux, etc.). Des scientifiques de plus en plus nombreux s'opposent à ce projet. De plus, la construction de Super-Phénix est indissociable de l'ensemble du programme nucléaire français (170 réacteurs en l'an 2000).
* Le risque de pollution chimique et radioactive généralisée est considérable (usage de plutonium et de sodium).
* D'autres sources d'énergie pourraient suffire à une consommation plus réfléchie.
* Les surgénérateurs (et la France propose d'en vendre), produiront des tonnes et des tonnes de plutonium : huit kilos de plutonium suffisent à fabriquer une bombe atomique!
C'est pourquoi nous appelons la population à s'unir contre ce « projet démentiel propulsé à coups de mensonges » (Haroun Tazief), et à participer massivement aux rassemblements dans toute la région de Malville le 30 juillet pour converger en MARCHES PACIFIQUES VERS LE SITE le 31 juillet 1977!

Déclaration de la coordination des Comités Malville de la région Rhône-Alpes;
Courtenay, le 21 mai 1977.

Appels dans « Super-Pholix » :

« Pour un rassemblement non-violent », ... « organiser le Dien-Bien-Phu de l'EDF », ... « En 1977 la prise de la Bastille aura lieu le 30 juillet »... « Pénétrer sur le site en vue de retarder au maximum les travaux »... « Pour des Assises internationales anti-nucléaires les 29, 30 et 31 juillet 1977 ».

Ces quelques titres de contributions collectives ou individuelles relevés parmi d'autres dans « Super-Pholix » témoignent de la richesse du débat et de la diversité des opinions qui ont traversé les Comités Malville. « La stratégie à adopter lors du rassemblement de juillet 1977 à Malville a suscité depuis deux mois une discussion d'une vitalité, d'une ampleur et d'un intérêt probablement jamais atteints dans les milieux écologiques et anti-nucléaires » (Super-Pholix numéro 12).

Le débat a néanmoins pour conséquence de ne pas faire apparaître clairement les objectifs du rassemblement et d'entretenir une certaine confusion. « Le "Super-Pholix" numéro 12, précise le journal dans son numéro suivant, nous a valu un certain nombre de critiques qui méritent quelques explications de la part de l'équipe du journal (...). Pour des raisons diverses, qu'il est inutile d'énoncer, « Super-Pholix », n'a pas la possibilité de répercuter rapidement l'information. Il n'est pas possible de sortir plus d'un numéro par mois. En conséquence, dans le cadre du numéro 12 toujours, nous nous sommes trouvés devant l'alternative suivante : considérer l'appel de Courtenay et passer complètement sous silence toutes les discussions qui ont précédé cette réunion en estimant qu'il était alors inutile d'en parler, ou au contraire faire clairement apparaître que la réunion de Courtenay a enfanté d'un appel « adopté » par des groupes caractérisés par des points de vue qui sont parfois loin de se rejoindre. En optant pour la deuxième démarche, nous avons considéré important, malgré l'aspect un peu défraichi du discours, de ne pas laisser le lecteur dans l'ignorance et de l'informer à propos des divergences qui ont secoué la coordination. D'où cette large et copieuse tribune libre exprimant les différents courants représentés dans la coordination. Ceci dit, il est vrai que l'introduction à cette tribune libre était d'une ambiguïté telle qu'elle laissait sous entendre que l'appel de Courtenay pouvait à nouveau être remis en cause. Il est évident que si la réalisation de ce numéro avait été le fait d'une équipe plus large, et surtout plus représentative des différentes tendances, la formulation aurait été plus précise ».

L'appel des Comités locaux va dans le même sens que la déclaration de la Coordination Rhône-Alpes :

APPEL DES COMITES LOCAUX A LA POPULATION.

– Malgré l'avertissement de nombreux scientifiques affolés par la démence du programme nucléaire français;
– Malgré l'opposition des populations locales;
– Malgré un grand nombre de motions présentées, depuis plus d'un an, par les conseils municipaux de la région;
– Malgré l'opposition des Conseils Généraux de l'Isère et de la Savoie;
– Malgré que la France soit le seul pays à prendre le risque de jouer avec les neutrons rapides;

SUPER-PHENIX SE CONSTRUIT.

Resterons-nous passifs et fatalistes? NON, car une telle attitude est indigne d'un homme. C'est pourquoi, tous nous participerons à la grande protestation populaire des 30 et 31 Juillet.

Le 30, de multiples rassemblements diversifiés et éparpillés dans la région nous permettront de prendre contact avec les nombreux groupes qui s'annoncent de la France entière ainsi que de l'étranger : de Belgique, de Hollande, d'Allemagne, de Suisse, d'Italie, etc. — puis ensemble, nous ferons un immense concert de chants, de danses, de musiques... Mais aussi de protestation. Ce sera gai et très détendu. Les lieux de rassemblements seront connus au dernier moment.

Le 31, une marche pacifique sera organisée en direction du site. Nous disons bien en direction du site; car nul ne peut prévoir l'importance et la stratégie des « forces de l'ordre » qui seront en face de nous. Dans une société nucléaire, la liberté est quelque chose de très relatif. Mais surtout, ne dramatisons pas... Certains bruits voudraient déjà faire de cette manifestation un carnage... Soyons lucides : personne ne tient à se faire matraquer et tout sera fait pour éviter l'affrontement. Les Comités, Elus locaux, feront tout pour que cette manifestation soit une protestation digne et pacifique.

Nous espérons que nos élus, comme le 18 juin dernier, prendront la tête de cette marche, avec leur écharpes et drapeaux tricolores; et que nous pourrons, derrière eux, en rangs serrés, affirmer notre volonté de résister à cette folie et défendre, pour chaque homme, le droit à la vie et à la liberté.

Enfin par un communiqué rédigé à la suite de sa dernière assemblée, l'Association Interdépartementale des élus locaux contre « Super Phénix » appelle elle aussi à manifester contre le surrégénérateur. L'Association, constituée sous la forme d'une association loi 1901 depuis le 28 mai 1977 regroupe près de 140 élus des départements proches du site de Malville :

Suite à la réunion du bureau qui s'est tenu à Lhuis le 13 juillet, nous appelons tous les Maires, Adjoints, ou Conseillers de la Région, adhérants ou non à l'Association, à participer PACIFIQUEMENT aux manifestations contre Super-Phenix les 30 et 31 juillet 77.

Des informations ultérieures préciseront les lieux et heures de rassemblement, (à partir du 28 juillet, prière de téléphoner à Monsieur le Maire de Vasselin, tel : 16-74 28 91 11 puis demander le 25 à Vasselin).

Nous appelons tous les Elus à porter les couleurs de la République, et à user de leur influence au cours des manifestations afin d'éviter toute provocation.

Suite à la demande faite à la Préfecture de l'Isère le 8 juillet par le Comité de Coordination, notre Association exige que les pouvoirs publics se tiennent en contact permanent avec les organisateurs de la manifestation, dans le but d'éviter tout incident ou provocation.

Si les pouvoirs publics refusaient d'assurer ce contact permanent, l'Association des Elus considèrerait ce refus comme une volonté délibérée de provocation, donc d'affrontement, et en rejetterait par avance la responsabilité sur les pouvoirs publics.

Nous renouvelons notre appel aux autorités compétentes pour :
— l'arrêt immédiat de la construction de Super-Phénix.
— une information impartiale, indépendante de l'EDF.
— la consultation des populations concernées.
— la publication du plan ORSEC - RAD dans toutes les mairies de la Région.

Le Bureau.

Dans le même temps, la Coordination rend publique une « lettre ouverte aux membres des forces de l'ordre » :

VOUS SEREZ PEUT ETRE A MALVILLE CET ETE
VOICI CE QU'IL FAUDRAIT MIEUX SAVOIR AVANT.

— Ce rassemblement pacifique n'est pas dirigé contre vous. A travers cette manifestation non-violente, nous défendons les intérêts vitaux de chaque individu, qu'il soit membre des forces de l'ordre ou manifestant.

— Connaissez-vous les dangers que peut nous faire courir SUPERPHENIX ? Vous a-t-on informé des risques liés à la radioactivité et au plutonium en particulier. Personne, à l'heure actuelle, ne peut prévoir ce qu'il adviendra des déchets stockés pendant des milliers d'années... Qu'en feront nos enfants ?

— On nous dit « vous êtes envoyés pour protéger des installations nécessaires à la population ?». N'est-ce pas plutôt afin de protéger les intérêts des grosses entreprises ?

— Nous ne rejetons pas le progrès dans son intégralité mais nous refusons d'être des cobayes pour des projets dangereux et illusoires.

— N'oubliez pas qu'en cas d'accident atomique vous serez au premier rang...

Alors si vos supérieurs vous envoient à Malville cet été, souvenez-vous que rien n'oblige un homme à obéir à un ordre que sa conscience réprouve et acceptez le dialogue que nous vous proposerons...

Coordination des Comités Malville

« Face au silence du gouvernement, nous serons à Creys-Malville dans le calme et la dignité » (Libération, 23-24/08/77). C'est ainsi qu'au début du mois de juillet, Louis Mermaz exprimait au cours d'une conférence de presse la position de la Fédération de l'Isère du Parti Socialiste.

Mais l'attitude du Parti Socialiste, ébranlée par la campagne d'intoxication du pouvoir, devait se modifier sensiblement :

Le Parti Socialiste

demande la suspension immédiate des travaux sur le site de CREYS-MALVILLE (Isère)

DECISION EN DATE DU 23 JUILLET 1977,
RAPPELANT UNE DELIBERATION SEMBLABLE DU BUREAU EXECUTIF DU 23 JUIN 1976

Le Comité Directeur du Parti Socialiste, réuni à Paris le samedi 23 juillet 1977, communique :

« En rendant publiques, il y a deux ans, ses propositions pour une politique énergétique diversifiée, le Parti Socialiste avait souligné avec force que l'ouverture d'un débat public sur la politique énergétique de notre pays et sur le choix du nucléaire, ainsi que sur les problèmes de sécurité, sur le contrôle par la collectivité de l'application des choix qui seront faits, était un préalable à tout engagement d'un programme électro-nucléaire.

A plusieurs reprises, le Parti Socialiste a insisté sur la nécessité de cette démarche démocratique.

Comme notre Parti l'a fait à plusieurs reprises, les organisations syndicales, de très nombreuses associations — parmi lesquelles les associations écologistes — et des personnalités scientifiques ont mis l'accent sur les impératifs de sécurité et de protection de l'environnement.

Illustrant une fois de plus le mépris dans lequel il tient la démocratie, le pouvoir actuel s'est refusé à reconsidérer le programme électro-nucléaire décidé par le Gouvernement en 1974.

Les avis régulièrement exprimés par des élus de plus en plus nombreux, et en particulier par des Conseils Généraux reflétant l'inquiétude de la population, restent sans réponse de la part des pouvoirs publics.

Les dispositions prévues par le Parlement — notamment par la loi sur la protection de la nature — ne sont pas respectées.

Le Comité Directeur du Parti Socialiste, réuni à Paris le samedi 23 juillet 1977, estime qu'il faut mettre un terme à cette situation inacceptable.

Le Parti Socialiste réaffirme son opposition au programme électro-nucléaire tel qu'il est engagé par les tenants actuels du pouvoir.

Concernant la construction d'un surrégénérateur de 1 200 MW à CREYS-MALVILLE, il rappelle que, dès le 23 juin 1976, il demandait au gouvernement de surseoir à toute décision d'implantation tant qu'une décision aussi lourde de conséquences n'aurait pas été soumise à un débat démocratique et à un vote du Parlement (autre que de procédure).

La Fédération Socialiste de l'Isère a rencontré à diverses reprises les comités MALVILLE.

Le Comité Directeur du Parti Socialiste appuie les initiatives prises par cette Fédération.

Il appelle tous les élus et militants socialistes à se réunir

le samedi 30 juillet, à 10 heures,
à la salle des fêtes de COURTENAY (Isère)

Devant la politique du fait accompli pratiquée par le Gouvernement, le Parti Socialiste exige aujourd'hui :

— LA SUSPENSION IMMEDIATE DES TRAVAUX SUR LE SITE DE CREYS-MALVILLE, comme l'ont demandé les Conseils Généraux de l'Isère et de la Savoie qui ont saisi les instances judiciaires ;

— la constitution d'une commission d'enquête parlementaire devant laquelle devraient être présentés l'ensemble des dossiers touchant la sécurité et l'information de la population, le dispositif industriel, ainsi que les accords internationaux ;

— le vote par le Parlement d'une loi nucléaire. »

Parti Socialiste

« La Fédération de l'Isère du Parti Socialiste, explique un communiqué publié dans le Dauphiné Libéré du 26 juillet, conformément à la décision du Comité directeur du 23 juillet appelle tous ses militants et sympathisants à se réunir à la salle des fêtes de Courtenay, samedi 30 juillet à 10 heures.

« Elle demande la suspension immédiate des travaux sur le site de Creys-Malville, comme l'ont demandé les Conseillers Généraux de l'Isère et de la Savoie qui ont saisi les instances judiciaires; la constitution d'une commission d'enquête parlementaire devant laquelle devraient être présenté l'ensemble des dossiers touchant à la sécurité et à l'information de la population, le dispositif industriel, ainsi que les accords internationaux; et le vote par le parlement d'une loi nucléaire. »

« Notre position est claire, disent Mrs Roux et Longepierre au nom du P.S. Nous sommes contre le surrégénérateur tel qu'il est fait actuellement par le gouvernement en place. Nous n'appelons pas à participer au rassemblement, mais nous appelons nos adhérents à participer à un rassemblement qui aura lieu à la salle des fêtes de Courtenay, demain, samedi à 10 heures. »(Le Progrès, 29/07/77).

Cette position est si claire, qu'elle donne lieu à un dialogue assez comique entre François Mitterand et Yves Mourousi, lors du passage du Premier secrétaire à TF1, le mercredi 27 juillet à midi : « Mr. Mitterand, serez-vous ce week-end à Malville au rassemblement contre Super-Phénix ? ». Réponse : « Je n'y ai pas été invité. » (...) « A vrai dire, tous les citoyens y sont conviés. » Puis sur le nucléaire : « Nous n'y sommes pas favorables, mais nous n'avons rien contre, d'ailleurs, nous portons attention aux énergies nouvelles telle l'énergie solaire. » (...) « Nous irons près de Malville pour y apporter notre témoignage, mais nous ne serons pas sur les lieux du rassemblement ». (Rapporté par « Rouge » du 29/07/77).

Mais concrètement, c'est Louis Mermaz qui tire la conclusion le 30 à Courtenay : « Il n'est pas question que nous appelions à la marche, mais les responsables socialistes resteront demain à Courtenay pour adopter une position au cas où des évènements graves se produiraient. » (Le Progrès, 31/07/77).

En 1976, le P.C.F. se réclamait du mouvement de protestation contre l'installation du surrégénérateur. Voici ce que le Parti Communiste expliquait dans l'essentiel « Lyon Région/ La voix du lyonnais », journal de la fédération du Rhône, du 14 juillet 1976 :

« De 5 000 à 10 000 personnes se sont rassemblées samedi 3 juillet et dimanche 4 à Creys-Malville (...) Invitée à cette manifestation, la Fédération de l'Isère du Parti Communiste Français y était représentée par une délégation. Le Parti Communiste Français situe cette démarche dans le cadre de sa position sur le développement des centrales nucléaires (...) Le Parti Communiste Français considère que l'énergie nucléaire exige une connaissance profonde et la maîtrise de son emploi. Sans retenir uniquement le risque de catastrophe, il ne saurait être question de dissimuler les dangers réels. Il est donc essentiel que les délais et les moyens soient accordés aux techniciens, ingénieurs, chercheurs, pour poursuivre les mises au point. Enfin il devrait s'instaurer une réelle concertation démocratique avec la population et les élus, ce qui n'est pas le cas. C'est pourquoi le groupe communiste au Conseil Général de l'Isère a déclaré dans un vœu : « A Creys-Malville est entreprise une installation du surgénérateur Super-Phénix de 1200 Mégawatts, qui doit fonctionner au plutonium. Or si l'intérêt scientifique et économique des surgénérateurs justifie que des recherches leur soient consacrées, une réalisation industrielle de cette envergure semble prématurée dans l'état actuel de l'expérimentation et des connaissances, si l'on considère les très graves problèmes de sécurité qu'elle pose (...) »

Mais voilà, autres temps, autres mœurs... En 1977, le Parti Communiste est à l'avant-

garde de la lutte contre ... les anti-nucléaires :

PAUL ROCHAS DEVANT LA PRESSE :

– NOUS SOMMES POUR UNE GRANDE POLITIQUE ENERGETIQUE.
– NOUS N'IRONS PAS A MALVILLE.

Mercredi 27, en fin de matinée, Paul Rochas aux côtés duquel se trouvaient P. Chaboud et H. Biron du secrétariat fédéral du P.C.F. et Michel Couëtoux, conseiller général, tenait une conférence de presse pour réaffirmer la position des communistes quant au nucléaire.

Voici le texte de son intervention :

Il est beaucoup question actuellement des centrales nucléaires et notamment du surgénérateur de Creys-Malville. C'est sur ces problèmes qu'ont lieu les 30 et 31 juillet des manifestations à Malville.

Pour le Parti Communiste Français, l'attitude vis à vis de ces manifestations découle de deux problèmes :

– l'attitude de fond sur le nucléaire et la politique énergétique,

– les modalités et objectifs concrets de ces manifestations. Au cours de la dernière cession du Conseil Régional, j'ai exposé au nom du groupe communiste, quelle politique énergétique nous proposons pour la France. En effet, le nucléaire ne peut être isolé de l'ensemble de la politique énergétique. La situation de notre pays est sérieuse. Des risques de coupures d'électricité existent dès l'hiver prochain et notre pays est menacé de manque d'électricité dès les années 80. Or, l'activité et le développement économique sont conditionnés par les capacités énergétiques. Ceci est vrai pour le présent comme en cas de triomphe de la gauche en 1978. On ne peut parler de la politique énergétique sans prendre en compte ces problèmes économiques, avec le risque d'éventuelles coupures d'électricité et ses conséquences, pour les travailleurs et l'affaiblissement économique pour notre pays.

Nous considérons, nous Communistes, que les capacités énergétiques sont indispensables au développement économique sans lequel il n'est pas possible d'assurer l'élévation des conditions de la vie matérielle et culturelle de la population.

Le constat que nous faisons de la situation énergétique est un véritable acte d'accusation contre la politique gouvernementale. De la liquidation des houillères à l'arrêt du développement de l'hydraulique, de la politique du « tout pétrole » des années 60 à la politique du « tout nucléaire » des années 70, on en arrive à cette situation de rupture dans la production énergétique. Il en est ainsi parce que l'économie est dominée par les grands monopoles et les banques et que le gouvernement a pratiqué une politique en fonction de leurs intérêts. La politique du « tout nucléaire » est à son tour l'occasion pour quelques monopoles de réaliser d'immenses profits.

Une autre politique énergétique est nécessaire. Nous proposons de développer de façon équilibrée tous les types d'énergie : le charbon, l'hydraulique, le gaz, le pétrole, le nucléaire, auxquels devront s'ajouter d'autres sources.

Nous disons par conséquent très nettement que le recours à l'énergie nucléaire à des fins pacifiques est une nécessité.

Toutes les études faites actuellement au plan mondial, indiquent que les deux sources d'énergie pour l'avenir, c'est le nucléaire et le charbon. Et je voudrais, à propos de cette politique énergétique, que nous préconisons, souligner deux idées importantes :

1) La politique énergétique de notre pays est aujourd'hui très largement dépendante de l'étranger. Aussi , assurer l'indépendance nationale dans le domaine énergétique, c'est une idée essentielle de la politique que nous proposons.

2) Nous vivons une époque extraordinaire du point de vue de la rapidité du développement des sciences et des techniques. Devant ce phénomène, certains, pour reprendre une formule célèbre, voudraient nous ramener au temps de la marine à voile et de la lampe à huile.

On a vu sur les murs de Grenoble, fleurir des affiches indiquant : « Le 30 juillet à Malville, on arrête le progrès ». Rejetant de telles conceptions nous aspirons, nous Communistes, à prendre appui

sur le développement des sciences pour contribuer au bonheur des hommes. Parlant du nucléaire, il faut prendre toutes les garanties de sécurité nécessaires, respecter les sites et l'environnement. Procéder à la concertation avec les populations.

Nous condamnons l'attitude du pouvoir qui n'a pas organisé le débat démocratique nécessaire, et a surtout agi de façon autoritaire. Mais comme je l'ai dit devant le Conseil Régional, cela ne peut en aucun cas justifier les appels à la violence et les actes de sabotage.

C'est la raison pour laquelle j'ai dénoncé ces appels et ces actes concernant Malville, Saint Maurice l'Exil et Romans. Nous agissons ainsi en Parti responsable, refusant toute complaisance à l'égard des groupes qui appellent aux sabotages et violences. Certains veulent faire porter à E.D.F. le chapeau de la politique nucléaire du gouvernement.

Nous considérons au contraire qu'E.D.F. est un organisme national qui fait honneur à notre pays, ayant un personnel, de l'ouvrier à l'ingénieur, à qui nous rendons hommage.

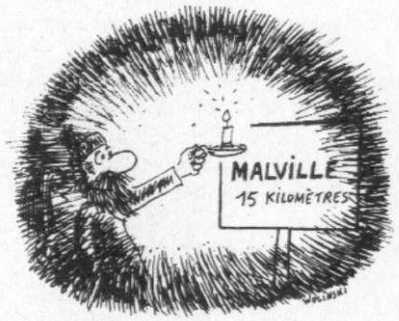
Etant en désaccord sur la politique énergétique, comme sur les modalités et objectifs des manifestations de Malville, nous n'y participerons pas. Depuis que nous avons pris position, des modifications sont intervenues dans l'attitude de différents partis ou syndicats, notamment du Parti Socialiste. Le 29 juin dernier, nos camarades socialistes manifestaient à Grenoble avec les Comités anti-nucléaires. Or, le Parti Socialiste vient de décider de ne pas participer aux manifestations des 30 et 31 à Malville.

Je me félicite de cette attitude plus conséquente de mes camarades socialistes, même si la réunion qu'ils organisent samedi à Courtenay donne à penser à un compromis sur la question de participer ou non à la manifestation.

Telle est résumée la politique, l'attitude du Parti Communiste. Nous nous prononçons donc pour une grande politique nationale de l'énergie, assurant toutes les garanties de sécurité, et développant de façon équilibrée tous les types d'énergie.

Mieux, la presse du P.C.F. accepte de la publicité de l'E.D.F. pour le surrégénérateur. Ainsi, le numéro 1623 du 20 décembre 1976 de « France Nouvelle » publie un texte publicitaire « Pourquoi le surrégénérateur ? » dans lequel Super-Phénix est qualifié de « pari très raisonnable ». On nous dira c'est de la publicité. Mais tout de même le PC.F. accepterait-il un texte publicitaire du C.N.P.F. ?

Et puis il y a ces dessins publiés dans l'Humanité du 30 juillet, le jour du rassemblement. Ils parlent d'eux-mêmes :



Sous le titre « Nucléaire : tout ou rien », l'Humanité fait le point de la situation telle que la voit la direction du P.C.F. :

« (...) C'est bien dans une atmosphère de provocation que va s'ouvrir, ce matin, cette marche sur Malville. Gageons que l'Elysées ne s'en plaindra pas.

« Au-delà même de l'effervescence soigneusement entretenue et mise en valeur de « Week-end nucléaire », on est en droit de se poser la question : pour qui marchent les manifestants de Malville ? »

« Les grands moyens d'information tentent de conférer aux groupes dits « écologistes » le monopole de la contestation du mode de croissance actuel. C'est que, l'aspiration au changement est telle dans le pays que la « majorité » est en passe de n'avoir plus la majorité. Si l'on pouvait détourner ce courant (...)

« M. Giscard d'Estaing trouve là de précieux auxiliaires dans sa lutte contre le programme commun. »

« Il est normal que le recours au nucléaire suscite des interrogations. Il est encourageant de voir le tout nucléaire du pouvoir se heurter à une opposition de plus en plus résolue.

« Fort heureusement les travailleurs de notre pays ont déjà fait depuis longtemps la preuve de leur lucidité et de leur conscience. Ce n'est tout de même pas par hasard qu'avec le Programme Commun existe une véritable alternative, une réelle perspective de changement. La tâche qui nous est proposée est ardue. »

Henri Krasucki, secrétaire de la CGT, lance « Non au nihilisme rétrograde » au cours d'une conférence de presse le mardi 19 juillet. Le ton est donné et les diverses prises de position officielles de la confédération à partir de ce moment là ne seront que variations sur ce thème. « On ne saurait relever le niveau de vie des millions de personnes qui vivent actuellement en France dans un état de pauvreté sans développer leur consommation d'énergie », ajoute Krasucki (La Croix, 21/07/77). Au nom d'une idéologie productiviste, la direction de la CGT refuse de poser le problème du surrégénérateur, et, bien sûr de soutenir la marche. Au contraire, elle veut présenter les anti-nucléaires comme des ennemis du progrès, des gens qui seraient prêts à sacrifier le niveau de vie des plus défavorisés. Krasucki ne pose pas le problème de « quelle énergie ? », « quelle croissance ? ».

« Nous n'appellerons pas les 30 et 31 juillet à manifester sur le site de Creys-Malville » a déclaré le 13 juillet au cours d'une conférence de presse M. Michel Rolant, secrétaire confédéral à la CFDT. « Il y aura des provocations, a-t-il expliqué, et nous ne voulons pas que l'on nous en rende responsable. » En agissant ainsi, contrairement à ce qu'elle avait laissé entendre jusqu'ici, la CFDT entend se démarquer des organisations qui n'ont pas comme elle « une responsabilité morale et politique au plan national » et qui ont manifesté leur intention de « récupérer » le mouvement anti-nucléaire à leur profit. La centrale syndicale vise ainsi non les groupes écologistes, mais les mouvements révolutionnaires d'extrême-gauche qui pourraient profiter du rassemblement anti-nucléaire prévu sur le site de Creys-Malville (Isère) pour relancer l'agitation politique. » (Le Monde, 15/07/77).

Voici ce que pense du rassemblement l'Union Départementale du Rhône dans un tract diffusé sur la région : « La CFDT veut une prise en charge réelle des problèmes nucléaires par la "masse des travailleurs" et ceci ne peut se réaliser que par un large débat préalable jusque dans les entreprises.

« Compte-tenu :

— d'une part, de la diversité des positions des mouvements organisateurs des mani-

festations des 30 et 31 juillet à Creys-Malville et du manque de clarté des objectifs,

— d'autre part des risques d'utilisation par le pouvoir de certaines déclarations d'appel à la violence et de leur exploitation possible contre les travailleurs, même s'il est clair que la violence viendra des forces de répression mises en place, l'UD CFDT n'appelle pas aux rassemblements des 30 et 31 juillet sur le site de Creys-Malville. La CFDT a par ailleurs dénoncé les risques provoqués par l'importance de la présence policière à Creys-Malville.

« La volonté de la CFDT est de prendre une large part de responsabilité à tous les niveaux pour que se réalise L'UNITE D'ACTION NECESSAIRE ET INDISPENSABLE ENTRE TOUTES LES ORGANISATIONS DE MASSE AFIN D'IMPOSER L'ARRET DU PROGRAMME NUCLEAIRE DU GOUVERNEMENT ET NOTAMMENT SUPER-PHENIX CREYS-MALVILLE ET QUE S'ENGAGE LE VERITABLE DEBAT DEMOCRATIQUE SUR LA POLITIQUE DE L'ENERGIE AVEC L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS ET DE LA POPULATION.

« La CFDT organise un stand d'information à Morestel le samedi 30 juillet de 14 h. à 17 h. au cours duquel elle tiendra une conférence de presse.

Le Secrétariat Départemental de la FEN de l'Isère estime quant à lui que « dans l'immédiat et à la veille d'échéances électorales décisives (...) et à l'heure où le moindre incident est exploité contre les forces vives de ce pays par celles de la réaction, elle ne juge pas opportun de participer ou d'appeler ses militants à participer aux manifestations de Malville. » (Le Monde, 30/07/77).

Comment caractériser de telles reculades ? Suffit-il que le gouvernement élève un peu la voix pour que les grandes organisations se défilent ? Cela aura des conséquences sur l'attitude du pouvoir. « Le Matin » du 29 juillet 77 note justement : « Dans la région, l'interdiction du préfet était attendue depuis que la plupart des syndicats, CGT, CFDT, FEN après le PS et le PC se soient désengagés de l'opération Malville. » Ce que s'est permis le gouvernement avec les anti-nucléaires, il est douteux qu'il aurait pu se le permettre en face des grandes organisations.

Mais il n'est pas certain que les prises de positions des partis de gauche et des syndicats aient été appréciées par les militants de base, sensibilisés sur la question du nucléaire, en particulier dans la CFDT.

Témoin (page suivante) ce tract de plusieurs syndicats CFDT du Rhône, témoins également les nombreux militants syndicaux présents avec leurs sections à la marche.

La « stratégie de la tension » mise en place par le pouvoir n'est pas sans avoir une incidence sur le mouvement anti-nucléaire lui-même.

Les Amis de la Terre avaient lancé un appel pour une manifestation de masse, non-violente, pour isoler le site sans toutefois l'occuper, lors de leur réunion nationale de Sennecy-le Grand du 19 au 22 mai.

Aussi la lettre des Amis de la Terre de Paris, signée de Brice Lalonde provoque-t-elle un débat animé au sein du mouvement :

Lettre adressée à tous groupes écologiques concernés via Gueule Ouverte CNV, Libération, à PSU, LIGUE, PS, à MAN et CFDT.

Chers amis,

Vous êtes, comme nous, fermement opposés à la construction du surrégénérateur

cfdt
SANTE
INTERCO
caisse primaire
SECURITE SOCIALE
ALLOCATIONS FAMILIALES

NON au SUREGENERATEUR de CREYS MALVILLE

Depuis quelques années, EDF met en place un programme " Tout electrique, tout nucléaire "

Ce programme comporte des risques et des aberrations

-A propos de la santé et des conditions de travail

Les travailleurs plus qu'ailleurs sont soumis à la rentabilité maximum à cause du rytme donné au programme nucléaire : on cherche à réduire les coûts de production au détriment de la santé et de la sécurité.

Les doses d'irradiations intégrées par le personnel sont de loin excessives. Les services de radio-protection sont minimes

NOTRE SANTE N'EST PAS A VENDRE

- A propos de l'environnement

Aucune étude n'a été réalisée sur la sécurité des centrales nucléaires vu le manque de respect pour les normes de sécurité, les risques pour les populations avoisinantes ne sont pas exclus. (Ainsi PIERRELATTE le 1er Juillet). Le Transport et le stockage des déchets radioactifs (et qui le resteront des milliers d'années) n'est pas résolu.

Et la France prend en charge en plus du retraitement des déchets celui des autres pays.

FRANCE = POUBELLE NUCLEAIRE de l'EUROPE

- Sur le plan économique et financier

Le programme nucléaire en plus des centrales entraîne toute une industrie couteuse que l'Etat ne prend en charge que partiellement ce qui entraîne le recours au Marché Financier International.

EDF poursuit une politique de surconsommation à outrance pour cautionner son programme.

Ce qui est présenté comme un choix technique absolument obligatoire est en fait un choix politique au service des firmes capitalistes et de leur restructuration.

La CFDT exige une autre politique d'énergie

* La suspension pour trois ans de tout nouvel investissement industriel dans le nucléaire
* une information et un débat public et démocratique au niveau national,
* la nationalisation de l'industrie nucléaire, avec la mise en place de contrôles publics independants des constructeurs,
* l'élaboration d'une loi nucléaire, précisant les conditions d'utilisation de l'énergie nucléaire,
* la prise en compte des conditions de travail pour les personnels concernés par des moyens accrus : effectifs, moyens de protection réglementation, formation etc....
* la connaissance publique des consignes de sécurité pour les populations concernées,
* le non exploitation du plutonium pour les armements, camouflés sous la livraison des centrales,
* l'arrêt immédiat des travaux du surgénérateur de CREYS MALVILLE.

C'est pourquoi les syndicats SANTE, INTERCO et la section SECURITE SOCIALE de CAISSE PRIMAIRE et d'ALLOCATIONS FAMILIALES CFDT du RHONE appellent

[A venir au stand d'information organisé à MORESTEL le SAMEDI 30 Juillet de 14 H à 17 H par les UNIONS DEPARTEMENTALES de l'ISERE et du RHONE.

[A participer à la marche sur le site de MALVILLE le DIMANCHE 31 JUILLET à partir de BOUVESSE.

Super-Phénix. Vous attachez donc , comme nous, de l'importance à la réussite des manifestations qui doivent se dérouler les 30 et 31 juillet à Malville, ces manifestations n'étant par ailleurs qu'un moment de la lutte.

Or il semble que l'inquiétude s'empare de nombreux opposants à Super-Phénix, au point de les dissuader d'aller à Malville, devant l'imprécision des conditions d'organisation des manifestations et des objectifs qui leur sont assignés.

Les bruits les plus abracadabrants circulent sur les intentions de certains et les moyens qu'ils se donnent. Les opinions les plus extrêmes s'opposent sur ses deux journées. Nul ne tranche, nul comité d'organisation ne prend la responsabilité de dire clairement comment se déroulera la manifestation. Dans la mesure où nous appelons à cette manifestation, nous désirons être renseignés précisément sur les objectifs de cette manifestation et les conditions de son organisation.

Ignorant tout de la réalité militante et politique des soit-disants « comités Malville » ou des soit-disantes « coordinations », nous refuserons d'appeler aux manifestations de Creys-Malville si

1) L'engagement n'est pas pris par les organisateurs de se donner tous les moyens d'interdire les provocations et actes de violence concertés

2) et que cet engagement n'est pas garanti par un collectif d'organisation comprenant au moins les organisations locales MAN, PSU, CFDT avec les groupes locaux.

Nous laisserons les groupes AT de Lyon et Grenoble apprécier pour nous si ces deux conditions sont réunies et sommes prêts, pour notre part, à prendre des responsabilités dans l'organisation sur place des manifestations.

Amicalement, Brice Lalonde.

La lettre est suivie d'un Post Scriptum manuscrit : « Cette lettre est un peu sêche

mais, en tant qu'association responsable nous ne pouvons appeler nos militants à participer à la manifestation des 30-31 juillet que sur des bases bien définies ».

Alors que l'attitude du régime se durcit, que Jannin fait savoir qu'il ne tolèrera pas que des manifestants pénètrent sur le site et qu'il engagera les forces de l'ordre, le « Matin » écrit à propos de la lettre de Brice Lalonde : « La perspective de ces affrontements s'est enflée d'une vague de rumeurs alarmistes. Brice Lalonde a alors pris au nom des Amis de la Terre de Paris une initiative qui a semé le trouble chez les écologistes » (Le Matin du 20 juillet 1977).

Le Comité Malville de Grenoble répond le 13 juillet par une lettre ouverte :

« C'est par la presse que nous avons pris connaissance de tes réflexions à propos du rassemblement des 30 et 31 juillet prochain à Malville.

Large rassemblement d'individus décidés à lutter contre la construction du surgénérateur Super-Phénix de Creys-Malville en toute indépendance à l'égard des organisations politiques et syndicales, quoique conscients de la nécessité de leur appui, le Comité Malville de Grenoble se félicite de la diversité des opinions qui trouvent à s'y exprimer librement, sans la moindre exclusive.

Il s'étonne qu'un représentant du mouvement écologiste, contesté parce que contestable dans ses méthodes si ce n'est dans ses opinions, s'autorise à prêter sa voix à des rumeurs alarmistes par ailleurs savamment orchestrées et amplifiées, participe de ce fait au travail de sape auquel chacune de nos entreprises est soumise avec un inégal succès depuis des mois, et favorise une division toujours possible du mouvement.

Le moment est-il choisi de créer des dissensions alors que l'importance de l'enjeu requiert la mobilisation urgente, unitaire de toutes nos énergies... ?

Nous ne nions pas les difficultés présentes, inévitables, et les contradictions très naturellement apparues à la faveur de débats non clos : l'exercice de la démocratie a ses exigences dont nous ne croyons pas devoir rougir.

Mais nous nous indignons de l'ignorance dont tu fais preuve quant au travail fourni et aux décisions prises au cours des multiples réunions de coordination nécessaires à la préparation des 30 et 31 juillet prochains. Décisions régulièrement publiées dans « Super-Pholix », journal des Comités Malville.

De ta part la moindre des choses aurait été de prendre contact avec la coordination des Comités Malville avant de t'autoriser à la publication de propos aussi déplacés que malveillants et en contradiction avec la pensée et l'action des Amis de la Terre de Grenoble.

La "soi-disante coordination" s'est donnée une commission politique. Celle-ci a rencontré le jeudi 7 juillet le PS. Cette rencontre a eu un caractère national puisque Christiane Mora, déléguée à l'énergie, et Jean-Michel Bellorget y participaient pour le PS. Des délégués de la coordination ont rencontré par ailleurs le directeur de cabinet du préfet de l'Isère pour demander les garanties nécessaires au bon déroulement du rassemblement. Les rencontres et les négociations continuent.

Le Comité Malville de Grenoble, au cours de sa réunion du mardi 12 juillet, a décidé à l'unanimité de proposer au vote à la prochaine coordination une définition de la journée du 31 juillet selon les trois termes suivants :

- marches pacifiques en direction du site;
- refus d'une attitude militaire offensive;
- mise en place de services de protection contre les charges policières éventuelles.

A ce propos, il nous paraît proprement scandaleux que tu passes sous silence l'essentiel de la réalité, à savoir que la violence réside dans la mise en chantier de Super-Phénix, la démocratie bafouée, la présence massive des forces de l'ordre sur le terrain, et non pas dans le comportement d'hypothétiques provocateurs irresponsables. Manifestement, si ce n'est pas délibérément, tu te trompes de cible.

Nous considérons enfin comme un chantage inadmissible de ta part le seul fait de poser des conditions à ta participation à trois semaines du rassemblement.

Suite à ta démarche, toute contestable et tardive qu'elle soit, nous t'invitons à prendre contact dès maintenant avec le Comité Malville de Grenoble et à t'abonner à « Super-Pholix » qui s'efforce depuis des mois de rendre compte scrupuleusement des débats dont l'écho t'indispose ».

Le Comité Malville de Grenoble.

Les sections des Amis de la Terre de Marseille et de Grenoble interviennent à leur tour dans le débat :

TRIBUNE LIBRE DES AMIS DE LA TERRE DE MARSEILLE.

« LA PEUR N'EST PAS NOTRE CAMP ».

Rouge du 9 juillet publie une lettre des Amis de la terre de Paris signée Brice Lalonde au sujet du prochain rassemblement antinucléaire de Malville. Une fois encore le « leader » des Amis de la terre engage l'ensemble des groupes existants en France sans les avoir consultés. Peu importe qu'il signe sous l'étiquette des Amis de la terre de Paris, c'est le leader fabriqué par les média qui parle. Si le groupe de Paris a un minimum de fonctionnement collectif, il doit bien pouvoir faire signer quelqu'un d'autre. Cette fois encore, la manipulation est grave : Brice Lalonde intervient comme un frein dans la mobilisation pour la manif de Malville. N'étant pas membre de droit de l'organe dirigeant pour la manif, il revendique sa place, pose ses conditions, envoie ses groupes locaux enquêter sur le terrain, ne veut signer qu'avec les grandes organisations responsables : PSU, Mouvement pour une alternative non violente, CFDT. Pourquoi celles-là ? N'est-ce pas le porte-parole officieux de ces organisations ?

Brice Lalonde endosse le vêtement de bureaucrate, alors qu'il n'a pas encore réussi à nous faire avaler son projet de fédération nationale des Amis de la terre qui, dans la forme où il a été proposé, ne ferait que légitimer sa prééminence sur les groupes locaux. Trop tard, Brice, tu es déjà un vieux politicien dans un mouvement qui va te rejetter.

Les Amis de la terre de Marseille, association autonome, appellent au rassemblement de Malville sans poser d'ultimatum, en soutenant le comité Malville local et en faisant tout ce qu'ils peuvent pour que le rassemblement soit un échec pour le gouvernement. La peur n'est pas dans notre camp. Nous invitons les autres groupes locaux à user le plus rapidement de leur droit d'expression et à se prononcer pour le rassemblement de Malville.

Marseille 9/7/77

COMMUNIQUE DES AMIS DE LA TERRE DE GRENOBLE EN REPONSE A BRICE LALONDE ET (OU) AMIS DE LA TERRE DE PARIS (VOIR « ROUGE » DES 9-10 JUILLET).

« Nous avons trouvé proprement scandaleuse la lettre largement diffusée par Brice Lalonde au sujet du rassemblement des 30 et 31 juillet à Malville :

1. Vous ne devriez pas ignorer la réalité politique des comités Malville. Vos « soit-disant » et autres guillemets méprisants sont inadmissibles pour nous qui participons pour la plupart à ces comités. Si vraiment vous étiez ignorants, vous pouviez vous informer par un autre biais que par une lettre ouverte qui est plus un geste de défiance qu'une vraie question.

2. Ce qui n'est pas une « soit-disant coordination » s'est prononcée depuis le 21 mai pour un rassemblement massif et pacifique et la concrétisation de ce mot d'ordre fait l'objet d'un débat auquel vous pouvez vous associer de la même façon que les groupes locaux.

3. Une réunion unitaire très large est convoquée cette semaine par le comité Malville pour lancer un appel commun au rassemblement. De toute façon, les organisations sont moins bien placées que le ministère de l'Intérieur pour vous donner les garanties de non-violence que vous demandez.

« Pour terminer, comme le dernier numéro de « la Baleine », nous appelons tous les Amis de la terre (y compris les Parisiens) à venir à Malville, ce qui nous paraît plus responsable que de mettre en cause le rassemblement trois semaines avant l'échéance : délai un peu court pour prendre vos responsabilités. »

Une mise au point des Amis de la Terre de Paris clôt (provisoirement) la discussion publique :

La réussite politique du rassemblement de Malville des 30 et 31 juillet est très importante pour l'avenir du mouvement antinucléaire. La lettre des Amis de la terre de Paris du 9 juillet, a simplement pour but le renforcement du caractère pacifique et massif de la manifestation. Le procès d'intention qui nous accuse d'alimenter l'actuel climat de psychose est intolérable. Le ton volontairement incisif de notre lettre : « Soit-disant comités Malville », « soit-disant coordination », a pu paraître arbitraire, mais il n'était destiné qu'à susciter des réactions rapides.

Force est de constater que le fonctionnement en démocratie directe de ces coordinations se prête à des abus de pouvoir par des minorités irresponsables ou des provocateurs. Nous nous réjouissons de la déclaration de la coordination Malville selon laquelle le rassemblement sera pacifique et non violent. Mais il est indispensable d'aller au-delà des déclarations d'intention et de déterminer rapidement des modalités et des objectifs précis pour la mobilisation.

Il n'en reste pas moins que l'initiative de Brice Lalonde a pu apparaître comme une hésitation préjudiciable au renforcement de la mobilisation.

Le Mouvement Ecologique Rhône-Alpes de son côté appelle à venir manifester pacifiquement à Malville.

En même temps, les huit fédérations départementales du PSU de la région, dans une déclaration signée conjointement par quatorze associations dont le MERA, le MAN, des sections de la Confédération syndicale du cadre de vie, des Amis de la Terre, de la JEC,..., appellent à participer à la marche sur la base suivante :

« ... Ce rassemblement présentera un caractère de masse qui démontrera la très large hostilité populaire, en particulier dans la région, au programme nucléaire et au surgénérateur. Il doit permettre, ainsi, par la suite, d'élargir encore l'opposition à la politique énergétique gouvernementale, en particulier au sein du mouvement ouvrier où le débat se poursuit. Ceci est une nécessité politique absolue. Or les provocations policières et administratives ne manqueront pas, pour tenter de faire échouer cette grande manifestation, en particulier pour la couper de l'appui de la population locale. Il est donc de la responsabilité des organisations qui soutiennent cette marche DE TOUT FAIRE POUR QU'ELLE CONSERVE SON CARACTERE POPULAIRE ET DE MASSE. Les 30 et 31 juillet, autour du site du surgénérateur Super-Phénix se rassembleront des dizaines de milliers de marcheurs. En isolant le site de Creys-Malville du reste de la France, ils devront faire de cette région une zone morte, morte pour la poursuite du programme électro-nucléaire, mais vivante pour de nombreux débats qui s'y dérouleront et par l'espoir qu'elle portera. LE BOUCLAGE DE LA RÉGION OÙ SE TROUVE LE SITE apparaît donc comme le meilleur objectif possible pour la marche : il permet à la fois de manifester l'ampleur de l'opposition au programme gouvernemental, et il démontre notre volonté de stopper son exécution, tout en faisant échouer les provocations qui visent à isoler le mouvement anti-nucléaire ».

L'extrême-gauche révolutionnaire apporte elle aussi son soutien à l'initiative des 30 et 31 juillet.

« C'est au nom des intérêts généraux des travailleurs que nous luttons contre le programme nucléaire et pour l'arrêt immédiat de la construction de Super-Phénix », explique la Ligue Communiste Révolutionnaire. « Contrairement à ceux qui prennent prétexte du risque de provocation toujours possible, nous renouvelons notre appel à participer aux mobilisations des 30 et 31 juillet à Malville, pour :
— que ce rassemblement soit l'occasion d'un approfondissement du débat et des perspectives stratégiques du mouvement anti-nucléaire;
— qu'il permette d'affirmer avec éclat l'opposition grandissante au programme électro-nucléaire du gouvernement français;
– qu'il ouvre la voie à de futures mobilisations contre l'Europe nucléaire du capital ».

Pour l'Organisation Communiste des Travailleurs, « malgré l'opposition croissante au programme électro-nucléaire, aujourd'hui à l'abri des barbelés, sous la protection des flics, (...) les chantiers se mettent en place un peu partout; du côté du pouvoir et d'EDF c'est l'escalade! Face à une telle situation, sous peine d'un enlisement de la mobilisation dans une succession de "rassemblements pique-nique" désormais inefficace, il n'est d'autre voie que d'engager l'épreuve de force pour imposer un recul au pouvoir ».

Les Comités Communistes pour l'Autogestion pensent qu'il « faut tirer la leçon des récentes manifestations et notamment celle de Nogent-sur-Seine. Le rassemblement de Malville ne peut être passif. Il faut montrer au gouvernement bourgeois notre détermination. Pour cela nous proposons aux Comités anti-nucléaires à l'origine de la mobilisation et à toutes les forces la soutenant d'envisager l'occupation du site et non une présence passive sur les lieux ». Les CCA lient ensuite les journées des 30 et 31 à la lutte pour un moratoire sur le programme nucléaire.

Enfin, le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) insiste dans son journal sur la nécessité pour le mouvement « de préciser sa cible, son but; en un mot de se "clarifier". C'est la condition pour que la classe ouvrière, les travailleurs participent massivement au combat pour l'arrêt du programme électro-nucléaire de la bourgeoisie, intègrent cette lutte à leur lutte pour la destruction de la société capitaliste pourrie et sans avenir. Réussir cela aujourd'hui, c'est une première victoire qui, avec la mobilisation de masse des 30 et 31 juillet en annoncera de nouvelles et décisives ».

Notons encore que l'organisation Lutte Ouvrière estime que « bien que la gauche se soit désolidarisée d'eux, ceux qui iront à Malville pour dire leur inquiétude ont raison », tout en n'appelant pas pour sa part de manière explicite à la manifestation. Curieuse façon de soutenir ceux « qui ont raison »!

L'extrême-gauche donc, en tout cas ses principales composantes, appuie activement la manifestation, même si elle n'a pas une position unifiée sur les objectifs que doit se fixer le mouvement.

****

Le 19 juillet à Paris, la Coordination des Comités Malville tient une conférence de presse au cours de laquelle elle rend publique sa position définitive sur l'organisation des deux journées contre Super-Phénix.

« Suite aux confirmations contradictoires diffusées dans la presse au nom des Comités Malville et des prises de positions récentes de diverses organisations, la coordination nationale des Comités Malville tient à réaffirmer les précisions suivantes :

— La coordination est issue d'assemblées de délégués des comités locaux, de comités régionaux Rhône-Alpes (Valence, Lyon, Grenoble, Chambéry, ...) et des comités extérieurs (Marseille, Paris, ...) représentant environ 150 groupes dans toute la France.
— Chaque comité est lui-même composé d'individus provenant d'horizons divers — syndicalistes, écologistes et membres d'organisations politiques — réunis dans la lutte anti-nucléaire, et en particulier contre le surgénérateur Super-Phénix.

Fonctionnant depuis un an, elle a organisé les Assises de Morestel — février 1977 — qui se sont prononcées pour la légitime défense tout en respectant l'intégrité physique des personnes face à l'agression que représente Super-Phénix, et a proposé un rassemblement de masse les 30 et 31 juillet.

Après un débat interne — largement diffusé — sur la forme de ce rassemblement, le souci d'unité et d'efficacité a amené la coordination à appeler :
— le 30 juillet. Divers rassemblements autour de Malville où se dérouleront des forums sur les thèmes suivants :
Lutte anti-nucléaire;
Auto-réduction de 15%;
Société nucléaire et policière;
Politique énergétique;
Nucléaire et emploi;
Arme nucléaire et force de frappe.
— le 31 juillet. La coordination des Comités Malville appelle à des marches pacifiques convergentes vers le site.

L'objectif prioritaire de ces manifestations est de réunir le maximum de personnes contre Super-Phénix, la non-violence n'excluant pas certaines actions (découpage de la barrière) qui ne portent pas atteinte à l'intégrité physique des personnes.

Pour faciliter le travail des gens sur place, une autonomie des manifestants est nécessaire : eau, nourriture, coucher, transport...

La préparation de ces journées est assurée dans le cadre des jumelages regroupant les comités locaux, régionaux, extérieurs. Ces comités mettront notamment en place des groupes de protection garantissant le caractère pacifique des marches.

La convergence vers le site n'étant pas une fin en soi, d'autres alternatives d'action pourront être envisagées. L'objectif de ces marches étant de montrer la puissante détermination du mouvement face à l'intransigeance du pouvoir actuel et aux inquiétantes hésitations et divisions de l'union de la gauche. Les dernières prises de position de celle-ci sur l'arme nucléaire et la force de frappe étant plus inquiétantes.

Pour éviter toute tentative de récupération ayant un caractère électoraliste, le Comité Malville en appelant à ces deux journées incite à manifester son opposition catégorique :
— à Super-Phénix;
— aux surgénérateurs;
— au programme nucléaire et à la société du plutonium qu'il doit instaurer;
— et à demander une nouvelle politique énergétique.

Si malgré les dangers que les surgénérateurs font courir à la population le pouvoir s'obstine à les construire, c'est qu'ils représentent pour lui un enjeu important :
— Les surgénérateurs, par le développement des industries que nécessite leur construction, permettraient de donner un coup de fouet à l'industrie française et aux restructurations, avec les conséquences qu'on connaît pour les travailleurs (chômage,...)
— Pour produire le plutonium nécessaire à leur fonctionnement, les surgénérateurs impliquent l'installation d'un nombre important de centrales nucléaires conventionnelles (170 réacteurs en l'an 2000)

Ainsi, est fait le choix irréversible du nucléaire comme source quasi unique d'énergie.
— Pour rentabiliser ces investissements, ils faudra vendre et exporter cette nouvelle technologie. D'énormes quantités de plutonium seront ainsi produites et échangées dans le monde, et en particulier la fabrication et dissémination des armes nucléaires.
— Les surgénérateurs, contrairement à ce que l'on avance, entraîneront la dépendance aux pays producteurs d'uranium.

Ainsi, chacune des raisons qui poussent le pouvoir, Framatome, la CGE, etc., à construire des surgénérateurs conduit à des conséquences que nous refusons :
CHOMAGE NUCLEAIRE FORCE DE FRAPPE

Non à la société du plutonium.

En disant non à Super-Phénix et aux surgénérateurs, nous refusons :
— Le double effet de concentration politique et économique, incompatible avec une société démocratique et autogestionnaire.
— Une politique énergétique qui conduit, quels qu'en soient les promoteurs, au développement du gaspillage, à l'exploitation des travailleurs, à la militarisation de la société, aux dépens d'un mode de développement allant dans le sens d'une société plus humaine, reconsidérant les finalités de la production.

Face aux risques du nucléaire, aucun gouvernement ne pourrait éviter la multiplication des contrôles sociaux et policiers, et l'instauration d'une stabilité sociale, politique et internationale de très longue durée.

NOUS REFUSONS DONC CETTE SOCIETE DE L'EXPLOITATION, DU GASPILLAGE ET DE LA REPRESSION.

Étant donné la forte participation des militants CFDT au sein des Comités Malville et des positions jusqu'à présent nettement anti-nucléaires de la confédération, nous regrettons que la CFDT ne profite pas de ce rassemblement à caractère national et international pour promouvoir son opposition aux surgénérateurs.

Sur ces bases, nous précisons qu'à ce jour les organisations ci-dessous ont appelé à soutenir l'appel des Comités Malville.

Les Comités anti-nucléaires, la Confédération Syndicale du Cadre de Vie, le Parti Socialiste Unifié, le Mouvement d'Action Non-Violente, la Ligue Communiste Révolutionnaire, les Amis de la Terre, l'Organisation Communiste des Travailleurs, l'École Émancipée, les Mouvements Écologiques, les Comités Auto-réducteurs.

Pour la coordination nationale des Comités Malville :
La commission politique.

****

Dans le dépliant distribué aux marcheurs qui arrivent en masse dans la région le Comité de Grenoble précise : « Nous insisterons sur le fait que si au cours de ces marches, les forces de police sont amenées à intervenir, la responsabilité première de la violence leur incombera et derrière eux le gouvernement et EDF dont les seules réponses aux manifestants et aux populations locales sont la force.

Avant

« En tout état de cause, nous excluons de notre part toute attitude militaire offensive en direction des forces de l'ordre. Nous appelons tous les manifestants à dissuader (essentiellement par la discussion) les personnes qui au sein de la manifestation voudraient adopter cette attitude.

« Malgré le caractère pacifique de ces marches, il est toujours à craindre que les forces de l'ordre interviennent brutalement (de nombreux exemples le prouvent), c'est pourquoi nous organiserons un service de protection dont la tâche essentielle sera de limiter l'effet des charges éventuelles de la police. »

* * *

Le vendredi 29 juillet, la zone interdite au camping est isolée du reste du monde, plus personne ne peut y pénétrer. Le pont de Briod est obstrué très tôt le matin par plusieurs tonnes de sable à chaque extrémité. Les gens habitant à Faverges ne peuvent pas recevoir de secours par les pompiers de Montalieu en cas de feu ou d'accident. Pour aller à 1 km 5 de chez elles, des personnes doivent faire un détour de 30 à 40 km.

Il est ordonné à tous les propriétaires de bateaux et de barques de pêche de les retirer des rives du Rhône.

Tout est fait pour tendre l'atmosphère : dans ce contexte, le conditionnement des forces de l'ordre est particulièrement soigné. La presse a indiqué que tous les gendarmes mobiles et CRS consignés pour participer au maintien de l'ordre ont eu droit à la projection d'un film réalisé par la police allemande lors d'affrontements autour de centrales nucléaires en RFA. On peut penser que pour les responsables du dispositif policier il s'agissait d'offrir à leurs hommes une espèce de répétition générale.

« Creys-Malville : la mobilisation n'est pas la guerre ... mais elle crée les conditions du conflit. », titre Le Progrès du 30 juillet 1977.

Non, Monsieur Jannin, et ceux qui sont au-dessus de lui n'ont rien négligé pour que force reste à son ordre.

* * *

*

PENDANT LES 30 et 31 JUILLET